

Rouge

Mobilisations
et luttes aux PTT

p. 7

M 1578 N°1058 6F | Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVE Internationale) | du 8 au 14 avril 1983

Mauroy ordonne l'austérité !

Par la mobilisation unitaire arrêtons ce plan !



LS ne sont pourtant pas sourds, les ministres et les députés du PS et du PC. L'avertissement des municipales, le rejet dans les entreprises de leurs mesures d'austérité, ils ne veulent pas les entendre. A coup d'ordonnances, de votes bloqués au Parlement, la majorité s'est enfoncée, sans retour, dans les profondeurs d'une politique qui prend pour cibles le pouvoir d'achat et les acquis ouvriers. Ils sont partis à droite et la droite en profite. Le PS et le PC développent la même politique que lorsqu'elle tenait les rênes du pouvoir. Elle se sent d'autant plus légitimée pour mener des offensives plus vigoureuses pour le récupérer. Le patronat et les journaux qu'il contrôle en redemandent, de cette bonne austérité qui vide les poches ouvrières et remplit les caisses patronales.

Le PS et le PC sont entrés dans une ronde infernale, qui les conduira à prendre des mesures d'austérité toujours plus dures, sous la pression patronale. Ça nous laisse, à nous, travailleurs, un seul choix possible. Il ne nous reste que le chemin de la mobilisation, en grève, dans la rue. Car il faut très vite, tout de suite, porter un coup d'arrêt à cette politique d'austérité et obtenir par la mobilisation le retrait de toutes les mesures. Car un train de mesures de ce genre en cache toujours un autre.

ETTE majorité est passée de l'état de grâce à l'état de rigueur. Nous devons passer, nous, à l'état de préparation de la mobilisation nationale contre l'austérité. Faisons entendre partout le refus majoritaire d'une telle politique. Et battons-nous, en même temps, pour qu'une autre politique soit mise en place. Une politi-

que fondée sur la satisfaction des revendications et des besoins sociaux.

Ils veulent « équilibrer la Sécurité sociale », mais ils nous imposent 1 % sur le revenu, les vignettes sur l'alcool et le tabac, un odieux forfait hospitalier. Il faut au contraire faire payer aux patrons leurs dettes (20 milliards), les charges indues (50 milliards). Exigeons en plus la suppression de la TVA sur les médicaments.

Ils veulent « accroître l'épargne » en nous imposant un emprunt de 10 % sur le montant de l'impôt. Nous disons : 5 % des familles les plus riches possèdent 68 % des actions, 48 % du capital des entreprises. Pourtant, seuls 9 % des revenus du pays par l'impôt proviennent de la taxe sur les sociétés. Que ces familles riches soient lourdement imposées, sur leur fortune personnelle et sur l'outil de travail.

Ils nous disent : « réduisons les déficits ». Et ils augmentent les tarifs de l'EDF, de la SNCF, du téléphone. Pourtant, ce même gouvernement, depuis le 10 mai 1981, a donné aux patrons 66 milliards de cadeaux, sous forme de crédits avantageux, d'exonération de charges, de gel jusqu'en 1984 des charges sociales. Assez de cadeaux ! Ces patrons n'investissent pas, ne créent pas d'emplois, ils utilisent cet argent pour licencier.

Ils prétendent taxer les produits pétroliers et annuler la baisse du prix de l'essence. Or, la fraude légale permet aux sociétés pétrolières, toutes nationales ou nationalisées, de prélever sur leurs bénéfices une partie pour elles. Soit 20 milliards pour 1982. C'est là qu'il faut puiser.

La France achète en dollars son pétrole

brut. Et le Dollar a augmenté de 40 % depuis deux ans. Que le gouvernement négocie ses achats en francs, et rende publics les termes du marché.

Ils imposent pour les congés payés une limite de sortie des devises. Mais ils ont laissé, en 1982, 60 milliards filer en Suisse ! Mais ils laissent 90 milliards de fraude se faire sous leur nez ! Et cette liste de 5 000 noms, qu'ils la publient et imposent le rapatriement des capitaux sous peine de saisie des biens en France !

ES mesures pour prendre l'argent où il est, il en existe. Les énumérer, c'est bien. Encore faut-il aller le chercher, cet argent, là où il est ! Et cela ne se fera que par la mobilisation de tous, pour cet objectif. Eux, là-haut, dans leurs ministères, tournent le dos à cette perspective.

Tous, nous savons que nos collègues, les militants syndicaux, et beaucoup de militants du PS et du PC, sont d'accord pour rejeter ce plan d'austérité et préparer la mobilisation nationale. Les directions des confédérations ne le refusent pas nettement, et n'avancent pas de perspective de mobilisation. Elles font moins que le syndicat des agences de voyages !

Préparons la riposte. Portons un coup d'arrêt à ce plan. Ensemble, exprimons le refus de l'austérité. Exigeons des directions syndicales la préparation d'une grève nationale unitaire, pour imposer un recul à la rigueur ! Préparons ensemble les actions pour défendre les salaires et la Sécurité sociale, l'emploi et le pouvoir d'achat. Le 1^{er} Mai doit être une première étape dans cette voie. CGT, CFDT, FEN, FO doivent dès maintenant préparer cette journée.

Alain Krivine

Aux « rencontres militantes » de la LCR

Débattre et comprendre...

agir ensemble pour riposter à l'austérité

A Lyon, notre camarade Alain Krivine était venu animer la rencontre qui regroupait quatre-vingt-dix personnes, dont plus de trente sympathisants. Des camarades de la santé, de la chimie, de la métallurgie, de la fonction publique et beaucoup de jeunes, témoignant d'un développement du travail de la LCR et des JCR, dont l'une des tâches est l'activité dans les cités ouvrières face aux provocations racistes incessantes, à Lyon et dans sa banlieue.

Parmi les présents, beaucoup d'animateurs du mouvement de signature de l'appel de Rouen à l'automne, telle cette militante de la CFDT santé qui vient de quitter le PC et qui insistait sur la nécessité de donner une réponse plus claire sur la crise économique. Débat marqué, là aussi, par les réponses au plan du gouvernement, alors que les camarades de Lyon sont confrontés aux attaques patronales.

A Cenon (Gironde)

Première réunion

du conseil municipal pour Alain

Alain Remoiville, ouvrier à la COFAZ, militant syndical, a été élu conseiller municipal à Cenon, banlieue de Bordeaux, où « La voix des travailleurs contre l'austérité » a recueilli 6,83 % des voix. Il nous raconte ses premières impressions.

— Une quarantaine de personnes ont assisté au premier conseil municipal. Cenon est une municipalité ouvrière, 23 membres du PS, 6 du PCF, moi de la LCR, et 5 représentants de la droite. C'est peut-être que Cenon est avant tout une cité dortoir, il n'y a pas d'entreprises sur la localité. Parmi les conseillers de gauche, je connaissais seulement deux militants du PS et un permanent de la CGT.

On m'avait « joué un tour », je me suis retrouvé assis au milieu des conseillers de droite. Ma première intervention a été simple. J'ai dit que je n'étais pas à ma place, pas dans mon camp, que je voulais changer de table ! « On verra ça », m'a répondu le président de séance PS. C'était le premier point à l'ordre du jour de la deuxième réunion du conseil, et je suis maintenant entre ceux du PS et du PCF...

● As-tu voté pour le maire ?

— Lorsque j'ai levé le doigt après que le candidat maire du PS ait été présenté par l'Union de la gauche, les regards étaient très curieux. La

gauche a dû penser que j'allais voter contre lui. J'ai dit que je votais pour le maire et les adjoints présentés par la gauche afin qu'ils puissent assumer leur mandat, exercer leurs pleins droits de majorité. Vote pour le maire, sans aucune solidarité politique. J'ai expliqué aussi que la « délégation permanente de pouvoir » au maire élu me posait problème.

Il m'a répondu que ce n'était pas différent des pouvoirs d'un secrétaire dans un conseil syndical qui expédie les affaires courantes... On verra.

● Quelle était l'attitude de la droite ?

— Les conseillers de droite ont commencé par réclamer un poste d'adjoint au maire, et plus de sièges dans les commissions municipales. Ils se sont fait quelque peu « envoyer sur les roses ». Il leur a été répondu, entre autres, que la droite n'accordant que des strapontins à la gauche dans les municipalités où elle est majoritaire, il n'y avait aucune raison que la gauche fasse l'inverse à Cenon. Mais, à part cela, ils ont quand même eu droit à un bureau et un secrétariat. Moi, comme je suis tout seul, je n'aurais droit à une salle que lorsque j'en ferais la demande.

● Quel usage comptes-tu faire de ton mandat ?

— C'est plus difficile que

pour la camarade qui a été

ce combat. Aussi, les militants syndicaux furent les principaux animateurs des débats : comment faire des syndicats des outils face à l'austérité, comment affirmer une alternative alors que le niveau des luttes sociales rend scepti-

ques plus d'un ? Tels furent les débats dans les commissions. Auparavant, juste après l'exposé d'Alain Krivine, eut lieu aussi un débat sur l'appréciation de la campagne avec Lutte ouvrière, solidement implantée à Lyon, ce qui amène à des débats importants sur la pratique dans les entreprises.

qui doit reprendre une partie du personnel licencié.

Dans l'entreprise même, sur trois cent cinquante salariés, cent ont acheté la brochure de la LCR qui tire le bilan de la grève. Dix « Bella » étaient présents à la rencontre. Mais aussi des travailleurs de la fonction publique, des camarades africains, des retraités dont la fidélité au combat révolutionnaire est une leçon pour les jeunes générations.

Après la partie de boules, et les discussions autour de l'apéritif et durant le repas, la discussion fut organisée après une introduction faite par un camarade du bureau politique.

Les mesures annoncées par le gouvernement étaient au centre du débat. Comment la LCR peut-elle faire entendre sa voix ? Les camarades, au vu de l'écart entre l'activité de la LCR depuis deux ans à Perpignan et les résultats obtenus aux municipales (2,3 %), se posent cette question. Face au black-out de la télé et

Comment aussi démonter la logique du racisme ? (Plusieurs camarades présents sont militants au MRAP.) Beaucoup de questions et de difficultés évoquées, mais qui montraient bien une volonté d'action et l'outil que peut être la LCR dans une ville où elle représente maintenant une force dont chacun doit tenir compte.

L. C.

Perpignan, l'organisation de telles rencontres devient une habitude bien rodée pour la section Catalogne-Nord de la LCR. Un cadre agréable, la prise en charge des enfants durant la rencontre.

La cinquantaine de camarades présents (dont plus de trente extérieurs à la LCR) ont l'habitude de se rencontrer et de débattre ensemble. En 1982, la lutte des Bella, l'organisation de la solidarité sur la ville étaient au centre des préoccupations. La lutte continue aujourd'hui dans la boîte, mais aussi sur les conditions d'ouverture de l'Euromarché

UNE DATE A RETENIR

Le week-end de la Pentecôte, du 21 au 23 mai

FETE COMMUNE
LCR-LUTTE OUVRIERE

Dans le prolongement de la campagne unitaire « La voix des travailleurs contre l'austérité », la LCR et Lutte ouvrière ont décidé d'organiser cette année une fête commune les 21, 22 et 23 mai prochains. Ce grand rassemblement national se tiendra en plein air dans la région parisienne, sur les terrains de Presles où Lutte ouvrière organisait sa fête les années précédentes. Dès-à-présent, les bons de participation sont en vente auprès des militants de Lutte ouvrière et de la LCR

21-22-23 mai : FETE LO-LCR

A Presles (dans la région parisienne)

Des centaines de stands
des dizaines de forums-débats
du spectacle.

NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE			
	FRANCE	DOM-TOM	ETRANGER
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	400 F	450 F
2 - INFORMATION DES COLLECTIVITES 48 Rouge + 11 Critique Communiste	350 F		
3 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DEL'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	150 F		
4 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	140 F	140 F	160 F

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Formule choisie : _____

Règlement à l'ordre de PEC
2 rue Richard Lenoir 93108
Montreuil
Tél : 859 00 80

Rouge

● Edité par la société Presse/Edition/Communication (PEC)
● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
● Directeur de la publication : Robert March
● Commission paritaire : 63922
● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108
Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

Des ordonnances sans « volet social »

• **Devant le Parlement, malgré la réprobation populaire, Mauroy a confirmé son plan d'austérité**

Le seul tour de force de Mauroy dans son discours devant l'Assemblée nationale ce mercredi 6 avril aura été de faire comme si rien ne s'était passé depuis les municipales. Comme si les mesures que venait de prendre le gouvernement ne constituaient pas une attaque des plus importantes contre les travailleurs.

Il faut donc rappeler les faits, qui sont têtus. Le plan gouvernemental prévoit une baisse d'environ 4 % du pouvoir d'achat des travailleurs en planifiant à la fois

une hausse des prix et une ponction sur les revenus. Dix millions de salariés vont être touchés par les divers « prélèvements », mais l'impôt sur la fortune reste toujours aussi dérisoire. Plus, le plan Delors va entraîner une réduction de l'activité économique, donc une augmentation du chômage.

Toutes ces mesures sont connues. Ce que Mauroy devait préciser dans ce discours, c'était, après les rencontres avec les « partenaires sociaux », les mesures sociales qui devaient accompagner de « plan de rigueur ».

« La politique du gouvernement ne se limite pas à ces mesures. Notre politique demeure

fondée sur une volonté de justice sociale et de lutte contre les inégalités », avait annoncé Mitterrand le mardi 5 avril. Il faut en chercher les miettes dans ce discours.

Une solution au chômage : le temps partiel

Sur le chômage qui va s'aggraver, Mauroy a eu le culot d'expliquer que la majorité n'avait promis qu'une simple « stabilisation » autour de deux

millions. Il s'est contenté de rappeler la nécessité d'une réduction du temps de travail sans ne plus fixer aucune échéance. Ses seules propositions concrètes ont concerné le travail à temps partiel. La France, a-t-il expliqué, connaît moins de développement de ce travail que les autres pays européens. Elle dispose donc de marges de manœuvre !

Fini l'époque où le PS et le PC dénonçaient le travail à temps

partiel comme du chômage camouflé. Le Premier ministre propose donc de renforcer ce travail dans la fonction publique, et que se négocie avec le patronat

l'aménagement du temps de travail. Vive donc le temps partiel et

l'aménagement des horaires pour réduire le chômage.

Pour la Sécurité sociale, continue Mauroy, le 1 % d'impôt n'est qu'un début. Au lieu de faire rentrer les cotisations patronales, de combattre les charges indues, il propose de « fiscaliser » son financement. Ce sont donc les salariés qui paieront, non les entreprises.

Tout acharné à défendre son « plan de rigueur » — et non

d'austérité —, Mauroy a voulu le comparer aux sept plans de stabilisation que la droite avait impulsés depuis qu'existe la V^e République. Leur gros défaut était d'étouffer la « trésorerie des entreprises », d'augmenter trop fortement la fiscalité et les charges sociales des patrons. La fierté de notre Premier ministre — socialiste ! —, c'est, donc de ne pas tomber dans ce travers.

Dans sa volonté de « réconcilier les Français et les entreprises », Mauroy en vient donc à regretter que les gouvernements de droite qui l'ont précédé aient trop chargé... les patrons.

Tout un programme !

A. Artous



D'autres mesures sont possibles

• **A chaque disposition, une réponse !**

Des mesures, il y en a. Elles supposent une mobilisation nationale des travailleurs, qui empêche les patrons de manier les leviers de commande, dans le secret bancaire et commercial absolu. Cela suppose une autre politique, dont la logique est fondée sur la satisfaction des besoins. Car c'est facile de dire : il faut prendre l'argent où il est. Encore faut-il enclencher la mobilisation ouvrière pour aller le chercher, cet argent.

EQUILIBRER LA SECURITE SOCIALE

Prélèvement de 1 % sur le revenu imposable

Dettes patronales = 20 milliards.
Charges indues = 50 milliards.
Récupérons-les !

Vignette sur les alcools et les tabacs

Suppression de la TVA sur médicaments, produits pharmaceutiques et construction sanitaire.

Forfait hospitalier et réduction des prestations

Suppression des facilités de paiement octroyées aux grandes entreprises, soit 30 milliards par année.
Contrôle sur les déclarations patronales des charges à la Sécurité sociale.

ACCROITRE L'EPARGNE

Emprunt obligatoire égal à 10 % de l'impôt sur le revenu

5 % sur les familles les plus riches, selon leurs déclarations fiscales pourtant frauduleuses, possèdent 68 % des actions et 48 % du capital des entreprises.

Or, l'impôt sur les sociétés représente 8,8 % des revenus fiscaux de l'année 1982 pour l'Etat. Que ces familles les plus riches soient imposées, sur leur fortune personnelle et sur la possession de l'outil de travail !

REDUIRE LES DEFICITS

Relèvement de 8 % des tarifs publics et économies réalisées par les entreprises nationales

Depuis le 10 mai 1981, selon la Vie ouvrière n° 65, 5 milliards ont été octroyés aux patrons, sous forme de gel des charges sociales jusqu'en 1984 ou de crédits avantageux. De plus, 100 milliards de charges vont être transférés des patrons aux ménages, pour les allocations familiales.

Les patrons coûtent trop cher : arrêt des cadeaux, contrôle ouvrier sur les transferts de fonds et les investissements.

Taxe sur les produits pétroliers

La fraude légale existe ! Les sociétés pétrolières, sociétés nationales ou nationalisées, ont le droit de déduire de leurs bénéfices une provision annuelle exonérée, à leur disposition. En 1982, les gros bonnets du pétrole ont ainsi détourné légalement 20 milliards, chiffre officiel !

La France achète son pétrole brut en dollars. Que le gouvernement renégocie les accords d'achat en francs, et publiquement.

LIMITER LA SORTIE DE DEVISES

2000 F par an, carte de crédit interdite

Fraude et évasion de capitaux = 90 milliards, chiffres officiels du ministère.
5 000 comptes en Suisse : publiez la liste, faites rapatrier les 500 milliards qui se trouvent là-bas, sous peine de saisie des biens des intéressés en France !



Une procédure d'exception !

Déjà, en novembre 1981, le gouvernement avait fait appel à la procédure des ordonnances que la gauche dénonçait tant dans le passé. Mauroy expliquait alors qu'il s'agissait « de répondre à l'impatience légitime des Français et à l'urgence de la situation ». A propos de la réduction du temps de travail, la chose pouvait alors sembler crédible à certains. Par contre, on voit mal comment arguer de « l'impatience des Français » face... à des mesures d'austérité.

Depuis le début, nous dénonçons le recours à cette procédure d'exception qui court-circuite

complètement le Parlement. Non pas que nous jugions la démocratie parlementaire comme un exemple de démocratie et qu'il faille la défendre contre vents et marées. Mais pour une raison plus simple : les travailleurs ont élu une majorité de députés PS et PC au Parlement, donnant ainsi, après l'élection du président de la République, les pleins pouvoirs à la gauche pour qu'elle satisfasse leurs aspirations.

Chaque fois que Mitterrand et le gouvernement ont voulu faire passer « une pilule amère » qui ne correspondait pas tout à fait aux promesses, la procédure des ordonnances ou du « vote de confiance »

a été employée : sur la réduction du temps de travail, lors du blocage des salaires en avril 1982, et enfin le mercredi 6 avril 1983. De la même façon, Mitterrand seul, a décidé, conformément aux institutions gaullistes de la V^e République, de la politique à suivre après « l'avertissement » des municipales.

Ainsi, les députés du PS et du PC qu'ont élus les travailleurs se trouvent relégués au simple rang de « godillots »... Derrière « leurs » députés, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui sont mis au rencart, au profit d'une politique qui tourne le dos à leurs intérêts.

Les réactions de classe au plan Mauroy

Une droite bourrée d'espoir ?

DES la publication des mesures du gouvernement, la droite les caractérisait sans détour. « De fait, lisait-on dans le quotidien patronal *Les Echos*, la ligne adoptée par le gouvernement est en filiation directe avec tous les plans de stabilisation capitaliste depuis 25 ans. »

Profitant de l'aubaine, elle poussait l'attaque contre les timides tentatives de réforme des vingt-deux mois précédents. « Les mesures, commentait Giscard, qui ont été récemment annoncées consistent à faire payer la facture de la politique qui a été suivie depuis deux ans. C'est ce que le gouvernement lui-même a dit. » Le plan d'austérité permettait à la droite de reprendre l'offensive, effaçant son demi-échec du 13 mars, lui offrant ainsi un avantage inespéré dans la course au prochain rendez-vous électoral : les législatives de 1986.

Barre, le spécialiste des « plans d'austérité », notait, un léger sourire aux lèvres, « certaines mesures vont dans la bonne direction, encore que je ne sois pas sûr qu'elles soient les mieux adaptées ». Soulignant, pour mieux faire passer son message de leader montant de l'opposition, que le plan proposé allait accroître le chômage, augmenter l'inflation, attaquer le pouvoir d'achat qu'il avait toujours « épargné » dans sa propre politique ! A retenir pour l'avenir ?

Un jeu qui plaît au CNPF...

Car il est roi au jeu de l'offre et de la demande. La politique d'austérité de la majorité ayant choisi d'épargner les entreprises pour faire payer les travailleurs, le CNPF ne pouvait que pousser le bouchon plus loin. « Si les entreprises sont pour une fois exemptes d'austérité, soulignait *Les Echos* du 28 mars, elles ne bénéficieront d'aucun coup de fouet ni d'aucun allègement. » Gattaz, président, allait exiger « vite fait » que cela change. Il suffit de résumer les quatre revendications qu'il s'empressait de soumettre à Mauroy : alléger les entreprises d'un point sur les allocations familiales ; rendre la liberté des prix et réviser les règles d'embauche et de licenciement ; leur garantir la rentabilité à l'abri de toute cogestion paralysante ; assurer la liberté du travail et la répression contre les violences et les séquestrations inadmissibles...

« Nous espérons, concluait-il en sortant de Matignon, que les remarques que nous avons faites au chef du gouvernement seront entendues et écoutées et peut-être même appliquées. Nous avons quelque espoir. »

Se plaçant intégralement sur le terrain des patrons, le gouvernement, en huit jours, donnait à la droite les meilleurs arguments pour réduire le 10 mai à un malentendu, et tous les moyens au patronat pour exiger encore et toujours plus. Parce que rien n'assure la « réussite » de cette austérité-là.

« En termes clairs, écrivait l'éditorialiste des *Echos* du 28 mars, et au vu des brillants résultats enregistrés par ladite gestion depuis deux ans, la crise va s'aggraver, le Franc subira d'ici peu une quatrième dévaluation et la France s'épuisera un peu plus encore à poursuivre ses chimères. »

« En termes clairs », dirons-nous, le patronat se félicite que ces mesures, déjà, s'appliquent, « toujours ça de pris », et prépare les nouvelles



concessions qu'il exigera du gouvernement lorsqu'il sera évident que le plan n'aboutit pas. Ensuite ? Chotard, du CNPF, annonçait encore récemment la couleur d'une organisation « soi-disant apolitique ». « Nous sommes partisans de l'alternance, c'est le seul moyen d'abroger les lois Auroux... »

Des modèles, des rêves, des paradis enchantés...

« La gauche s'arrache à son électorat », ce constat colore les rêves des porte-parole de la revanche à droite. Ah, 1986 ! Et les modèles à suivre tournent dans leur tête. D'Ormesson, dans le *Figaro-Magazine*, écrit s'adressant à Mitterrand : « L'Allemagne a choisi une voie opposée à la nôtre : son commerce extérieur et son inflation sont pour nous (ou devraient être) des modèles, des rêves, des paradis enchantés — et jusqu'à son chômage, dont vos ministres se gargarisent, qui donne signe d'un ralentissement qui lui au moins n'est pas truqué (sic). »

Il est difficile à la majorité du plan d'austérité-bis de répondre à la droite sur ce terrain-là. C'est la sanction d'un choix. Et ce choix, la droite en trace la conséquence logique. Elle a sous la main le personnel et les mesures appropriés, pour appliquer comme il se doit une politique dont Kohl, en Allemagne, est l'image.

Le CNPF fait chanter la majorité, tandis que la droite en profite pour affûter la revanche. Et ils n'hésitent pas à montrer leurs dents. Un de leurs commentaires doit attirer sans attendre l'attention de tous « ceux de gauche ». Ils prolongent leur campagne raciste des municipales à la lumière du nouveau plan d'austérité. Grioteray, du PR, s'étonne « qu'aucune mesure n'ait été prise pour limiter les importants transferts de fonds effectués par les travailleurs immigrés en direction de leur pays d'origine ». Et *Les Echos* du 1^{er} avril consacre son éditorial aux travailleurs immigrés sous le titre éloquent : « Evasion de capitaux. » Inutile

d'épiloguer. Quand le gouvernement parle contrôle des changes, la droite répond : il y a trop d'immigrés... C'est sa façon de réclamer des mesures !

C'est un test. Face à la politique gouvernementale qui mène à l'impasse et renforce l'arrogance de la droite, seule la mobilisation ouvrière permettra, aussi, de lui faire ravalier ses projets. Français et immigrés doivent être unis dans cette lutte.

Michel Morel

La voix des travailleurs contre l'austérité

Les prises de position et actions diverses s'accumulent contre l'ensemble des mesures d'austérité gouvernementales. Elles les condamnent en des termes très souvent plus définitifs et plus radicaux que les directions confédérales ne l'avaient fait.

Toulon

Le 31 mars, les Chantiers navals de La Seyne (3 500 travailleurs et 1 500 dans la sous-traitance) font grève deux heures et partent en manifestation. Ils sont 1 500. La CGT représente 85 % du collège ouvrier. Outre une lettre au Premier ministre, une pétition à Mitterrand massivement signée, ils envoient un télégramme à la confédération CGT, dont le texte est distribué après en tract :

« Nous demandons aujourd'hui à notre confédération d'organiser au niveau national une journée d'explication, de proposition et d'action non contre les objectifs gouvernementaux mais contre les moyens prévus pour y participer. »

6 avril : les Arsenaux de la ville de Toulon feront grève. A l'arsenal principal, le 30 mars une assemblée générale réunit 1 000 participants.

Tours

« Le syndicat CGT et les sections du centre hospitalier régional Bretonneau et Trousseau (déclaration à la presse) : Depuis deux ans, les organisations patronales et de droite n'ont cessé d'occuper la rue en exerçant des pressions permanentes sur le gouvernement. Les travailleurs en ont assez ! Par leur mobilisation, ils doivent pouvoir montrer

leur force et faire taire ces privilégiés en imposant un changement au service de leurs revendications.

« C'est dans ce cadre que nous nous adressons à nos organisations départementales, à l'UD CGT, à l'UIS CFDT, ainsi qu'à la FEN et à FO, afin qu'elles organisent une manifestation pour faire payer le grand patronat, s'opposant ainsi aux mesures qui vont à l'encontre des travailleurs... Nous invitons les syndicats et sections en accord avec notre démarche à une réunion le mardi 5 avril... »

Rouen

Motion votée en assemblée générale du personnel les 30 mars et 1^{er} avril à Rouen, centres de Tri :

« Réunis en assemblée générale et après avoir pris connaissance et discuté du plan d'austérité au gouvernement, nous constatons : — que ce plan s'attaque au pouvoir d'achat de la quasi-totalité des travailleurs alors qu'il épargne une fois de plus les entreprises ; — qu'il ne peut qu'augmenter l'inflation et le chômage alors qu'il ne comprend aucune mesure susceptible de lutter réellement contre le chômage (par exemple la diminution du temps de travail).

« En conséquence nous décidons : — de poursuivre l'action engagée... — de lancer un appel à tous les tra-

vailleurs et aux organisations syndicales pour qu'une riposte de masse soit engagée immédiatement ; — enfin, nous condamnons l'appel à l'armée pour régler les problèmes liés à un conflit social et nous nous déclarons prêts à exprimer concrètement notre solidarité avec ceux de Toulouse. »

Motion envoyée aux fédérations CGT et CFDT ainsi qu'à la presse.

Aix-en Provence

« Les travailleurs et travailleuses de la Thomson-CSF Aix, réunis à l'initiative de leur syndicat CGT, désapprouvent les dernières mesures gouvernementales... Ces mesures (...) auront pour conséquence la baisse du pouvoir d'achat... »

Ils demandent à Mauroy et aux députés PS et PC de bloquer ce plan.

Quimper

La section CGT DOT-PTT Quimper déclare :

« Le gouvernement a décidé des mesures d'austérité très graves, qui ne vont pas dans le sens de la volonté des travailleurs exprimée le 10 mai 1981, confirmée par l'avertissement clairement à gauche des dernières élections municipales... Avec la CGT, et dans l'unité la plus grande, les travailleurs doivent se mobiliser pour un changement réel. La CGT-DOT, sans attendre, appelle à l'action pour l'abrogation des dernières mesures d'austérité... pour les 35 heures, l'amélioration du pouvoir d'achat, la création d'emplois nécessaires... »

● Le syndicat CGT de l'hôpital Laennec de Quimper se déclare prêt à « lancer les actions les plus unitaires possible pour exiger l'abrogation des dernières mesures d'austérité ». Il propose « la taxation des compagnies pétrolières, un impôt exceptionnel de 5 % sur les profits des trusts pharmaceutiques et l'impôt sur les grandes fortunes » et revendique « les 35 heures, une augmentation des bas et moyens salaires ».

● Le syndicat CGT Saint-Guénolé COOP refuse le 1 % à la Sécurité sociale, l'impôt forcé, le forfait hospitalier, le carnet de change. « La section CGT de Saint Guénolé-COOP appelle les travailleurs à intervenir de façon active et unitaire. Seule la mobilisation sociale est la condition du changement. »

De partout

La fédération CFDT des finances rejette le plan d'austérité et appelle à l'action. La CGT et la CFDT de l'IN-SEE appellent en commun aux débrayages le 6 avril contre les mesures d'austérité. L'UD CFDT de Belfort « condamne le plan de rigueur gouvernemental ». CGT et CFDT de CII-Honeywell-Buil de Belfort demandent, réunis en assemblée générale le 30 mars, le retrait du plan d'austérité. La section CFDT de Feyzin s'adresse aux parlementaires de la majorité pour condamner les mesures d'austérité qui « bafouent les espoirs du 10 mai et l'avertissement du 6 mars ».

A Lorient, chez les communaux, CFDT avec FO, puis la CGT, débrayent séparément le même jour contre les mesures d'austérité et la baisse du pouvoir d'achat.

Jean Lantier

Mitterrand et la majorité PS-PC du 10 mai n'ont pas été élus pour s'attaquer aux travailleurs

NON

au plan d'austérité et de chômage

pour imposer son retrait

MOBILISATION GENERALE

Ligue communiste révolutionnaire

section française de la Quatrième Internationale

LCR

L'affiche de la LCR à des dizaines de milliers d'exemplaires

Le oui, mais... du PCF

● Il ne demande que « l'amélioration » du plan d'austérité

DANS *l'Humanité* Dimanche, Philippe Herzog, membre du bureau politique du PCF, n'est pas tendre dans ses jugements sur la politique du gouvernement. Il prend, certes, des précautions : « On ne peut comprendre ce qui se passe si l'on oublie la profondeur de la crise. La politique menée depuis deux ans a réalisé beaucoup de choses. »

Mais le solde négatif arrive vite : « La gauche a engagé un effort de croissance, mais l'industrie n'a pas suivi. Y compris dans les nouvelles entreprises nationalisées et les banques, la gestion d'avant n'a pas changé ».

Et, précise Herzog, « le plan gouvernemental ne s'attaque pas aux causes des problèmes. Il se traduit par une baisse de la consommation à partir des prélèvements qui réduisent le pouvoir d'achat. Les familles modestes sont touchées... Le gouvernement espère que la réduction de la consommation des Français, la réduction de dépenses d'investissement d'entreprises publiques et de travaux publics vont se traduire par une baisse des importations. Mais cela ferait aussi baisser la production industrielle. Les entreprises risquent de licencier. »

« Améliorer »

Enfin, l'économiste du PCF conclut : « Sans mesures nouvelles, on risque aussi de provoquer des sorties de capitaux accrues. Tout cet argent qui, dans le passé, a consti-



A l'écoute du gouvernement... ou des travailleurs ?

tué des fortunes, qui spéculent... n'est pas concerné par les mesures gouvernementales. »

Après un tel réquisitoire, l'on s'attendrait à ce que le dirigeant du PCF condamne sans appel ce plan. Non ! Ph. Herzog se contente de dire qu'à l'Assemblée nationale « les communistes vont venir avec des pro-

positions d'amendements pour améliorer et compléter le plan du gouvernement ».

Mais quand l'on se contente de vouloir « améliorer » un plan d'austérité, on fait toujours de l'austérité ! Qu'on en juge. Le PCF ne propose pas d'annuler le prélèvement de 1 % sur les revenus imposables mais

simplement « l'allègement » et « l'exonération des familles à revenus modestes », sans d'ailleurs fixer de barre.

Pour l'emprunt obligatoire de 10 %, le PCF se contente de relever la barre à 7 500 F au lieu de 5 000 F : la masse des salariés sera toujours touchée. Aucune demande d'annulation des différentes hausses prévues. Bref, le PCF propose une austérité à visage un peu plus social que celle du gouvernement.

Mis à part ces questions précises à travers lesquelles les travailleurs jugent une politique, le PCF peut alors faire des propositions plus générales qui lui permettent de montrer qu'il ne change pas de cap dans sa défense du « produire français ». Ainsi, « la mise au point dans les entreprises nationalisées de contrats de plan comportant des objectifs de production compétitive pour remplacer des importations excessives et développer de nouvelles techniques ».

« Mobiliser les forces de progrès »

On comprend que, dans ces conditions, Ph. Herzog soit des plus évasifs sur les perspectives de mobilisation, même s'il affirme : « Il y a lutte. Il faut bien voir la gravité de la crise et l'ampleur des pressions patronales. Ne laissons pas la droite et le CNPF faire croire que la gauche a renoncé à ses objectifs. »

Quels objectifs, justement ? « La banque, explique Herzog, finance actuellement l'immobilier, les sorties de capitaux, les opérations internationales, mais pratiquement pas la production, la formation, l'emploi. Si l'on a nationalisé la banque, c'est pour qu'elle serve... Il faut réorienter toute sa gestion. » Comment ? Mystère. Pas un mot sur la nécessité de centraliser le système bancaire pour contrôler le crédit. Pas un mot sur l'exigence de la levée du secret commercial et bancaire qui permettrait d'y voir clair dans ces opérations de financement. Alors, lorsque Ph. Herzog affirme « aidons les travailleurs des banques et des entreprises à prendre en compte les enjeux... à se défendre... à peser dans la gestion », cela reste des appels platoniques.

Et il ne faut pas s'étonner qu'Herzog soit silencieux sur une question essentielle : la mobilisation des travailleurs pour refuser les mesures d'austérité du gouvernement. Les députés communistes expliquent simplement qu'il faut les améliorer en les « amendant » au Parlement.

A. Artous

QUAND H. BOUCHARDEAU S'EXPLIQUE

Le journal du PSU, « Autogestion », publie cette semaine une lettre qu'adresse Huguette Bouchardeau aux militants de ce parti. Nous en publions de larges extraits qui se passent de tout commentaire.

« (...) Je veux souligner qu'entre le moment (18 h 30 et 18 h 45) où la proposition m'a été faite et celui (19 h 30) où l'Élysée a fait connaître la liste, je n'ai guère eu le loisir de prendre une décision. C'était oui ou non. J'ai choisi, personnellement, de dire oui, pour deux raisons essentielles : parce que je crois que c'est bon pour le parti, pour son développement, sa reconnaissance dans le champ politique actuel. Les commentaires que j'entends ce matin sur les radios me le confirment : on parle de « reconnaissance d'une gauche autogestionnaire, écologiste et pacifiste » et on lie notre activité dans le courant écologique au choix qui a été fait pour nous de l'environnement. A nous de transformer l'essai maintenant. La deuxième raison est plus profondément politique : la bataille des municipales que nous venons tous de mener avec, je crois, une capacité de réussite que nous avions rarement eue dans le parti, m'a convaincue, plus encore que dans les mois précédents, que l'on ne pouvait se garder confortablement à l'écart de la confrontation droite-gauche qui s'est déroulée.

« (...) Nous devons tous nous dire que nous gardons notre liberté d'action et de parole en tant que parti. Vous devez me considérer maintenant comme celle qui va tenter de faire entendre, par d'autres tribunes, ce que nous avons à dire dans le débat politique. Mais le parti garde toute son autonomie pour définir ses choix, ses modes d'action, ses interventions. Nous avons assez critiqué depuis deux ans le manque de mobilisation de la gauche et l'attentisme à l'égard du gouvernement pour ne pas tomber dans la même attitude.

« (...) Je crois que le parti a un rôle irremplaçable à jouer pour cela. Parce que nous sommes les seuls à représenter vraiment, dans le champ politique, l'option du socialisme autogestionnaire. Mais il importe, pour réussir, que nous ne soyons pas repris par nos vieux démons : ceux de la zizanerie et de la division entre nous. Nous devons discuter de notre nouvelle position dans l'échiquier politique, même si notre ligne de fond demeure inchangée.

« (...) Alors, ne gâchons pas nos possibilités. Je suis entrée dans ce gouvernement et si je devais en sortir, ce serait à cause d'un désaccord politique ou d'un changement à l'égard de ce qu'a annoncé F. Mitterrand. Ce ne serait sûrement pas au nom d'un texte voté par une assemblée hâtivement réunie. (...) »

RCH : TOUS DERRIÈRE MITTERRAND

Dans le numéro du 31 mars 1983 de *Rencontres communistes hebdo*, Maurice Goldring critique le PS et le PC parce qu'ils... ne soutiennent pas suffisamment les dernières mesures gouvernementales ! « Les partis de gauche ont du mal à assumer leur rôle de relais nécessaires à la politique gouvernementale. Ils n'ont pas encore pris l'habitude d'être des partis de gouvernement. »

« Il faut que cessent les hésitations, les demi-teintes, les réserves. François Mitterrand a appelé à la mobilisation. Les partis de la majorité vont-ils jouer à qui se démarquera le plus des mesures gouvernementales, ou vont-ils donner l'exemple de la mobilisation ?... »

Maurice Goldring cherche-t-il à suivre les traces d'Huguette Bouchardeau ?

Le plan Delors à l'opposé du projet socialiste

« Le plan Delors est à l'opposé du projet socialiste », vient de déclarer Georges Sarre, dirigeant du PS et du CERES. Ce qui ne l'a pas empêché de voter la motion unanime du dernier comité directeur du PS en soutien à la politique du gouvernement... Pour l'instant, le CERES durcit le ton, mais vote « les synthèses ». Vieille habitude au sein de la direction de ce parti.

Nous avons dit en son temps ce que nous pensions du « Projet socialiste ». Mais il n'est pas inintéressant de relire le programme officiel du PS qui, depuis l'élection de Mitterrand, est largement passé sous la table. Il avait au moins un avantage — ou un inconvénient selon les goûts — par rapport à la politique actuelle des dirigeants socialistes : il affirmait qu'une réelle politique de changement ne pouvait faire l'économie d'une rupture avec l'ordre capitaliste. Qu'on en juge par ces extraits.

Pour sortir de la crise

Pour sortir de la crise, il faut sortir du capitalisme en crise. Puisque la crise est la stratégie du capitalisme pour rétablir ses profits et restaurer son pouvoir, il nous faut inventer une autre logique de développement vers d'autres finalités avec d'autres incitations. Il n'est possible de sortir de la crise économique qui tend à faire de la France une filiale des États-Unis d'Amérique qu'à condition de renverser radicalement l'évolution actuelle. La recherche du profit ne doit plus décider souverainement de l'investissement ni des biens. Elle doit céder le pas à la rationalité des citoyens affirmant démocratiquement leurs besoins, à travers la planification et le marché. Ainsi sera rendue possible une croissance sociale...

Maîtriser l'économie

Tandis que les vertus du marché sont exaltées comme jamais par une pléiade de « nouveaux économistes » disciples de l'école de Chicago, ledit marché fait tous les jours la démonstration de son incapacité à accorder les grandes fonctions de l'économie : épargne-

investissement, production-consumation. Tous les jours, des milliers d'hommes font, pour la deuxième fois en ce siècle, l'expérience de la crise économique. Dans les lois du marché, ils ne peuvent reconnaître qu'un système fait pour avantager les puissants au détriment des plus faibles...

La planification

Il faut d'abord planifier l'investissement, premier moteur de la création d'emplois. S'agissant des grands engagements, l'entreprise ne doit pas être la seule à comptabiliser et apprécier les bénéfices selon les critères de rentabilité financière, mais la collectivité nationale toute entière doit faire valoir son point de vue, ses intérêts, sa volonté.

On comprend aisément que, pour un industriel, il soit plus rentable d'importer de l'acier et de réaliser des opérations immobilières avec les capitaux économisés. Ce n'est pas à l'évidence, l'intérêt du travailleur des régions touchées par la crise de la sidérurgie, ni celui de la nation aux prises avec un lourd déficit commercial à combler.

DES CHIFFRES

● Chute du commerce mondial

Le Fonds monétaire international, organe des plus officiels du monde capitaliste, vient d'expliquer que « le commerce extérieur des pays industrialisés a décliné en 1982, pour la deuxième année consécutive ». Les exportations de ces pays ont globalement diminué de 5,3 % sur 1981 et leurs importations de 6,3 %. Pour les exportations, les USA ont connu une chute de 9,2 %, la France de 9,1 %, le Japon de 8,2 %, la Grande-Bretagne de 6 %, la RFA a connu une hausse de 0,2 %.

● Les investissements stagnent.

D'après *le Monde* (5 avril) : le test décisif (pour s'assurer d'une certaine reprise) sera le retour de l'investissement privé et productif. Or « en Allemagne et aux USA, la chose tarde, sauf pour le bâtiment. En France, la chose est pire. Le bâtiment, qui progresse dans les autres pays, connaît un fort recul (-14 % en 1982). Les investissements privés ont baissé de 7 % à la même époque. Les dernières prévisions du Crédit national prévoient un recul de 2,6 % ».

● Le commerce extérieur.

Toujours d'après une étude du *Monde* (3/4 avril 1983) : « à l'horizon de 1985, pour rétablir la balance commerciale, il faudrait diminuer d'environ 5 % à 6 % le volume de la consommation des ménages, soit réduire d'environ 7 à 8 % leurs revenus réels (en sus de ce qui a déjà été fait) ? »

Des chiffres qui prouvent les effets de la crise du système capitaliste pour un gouvernement qui ne veut pas rompre avec sa logique. Qui prouvent que gérer cette crise ne permet pas d'en sortir (voir l'évolution du commerce extérieur), mais oblige à taper dans la poche des travailleurs.

CGT : défendre le pouvoir d'achat ou défendre le gouvernement ?

- Ni vraiment oui, ni franchement non, c'est un oui mais... qui ressort des déclarations de Krasucki
- La volonté de rejet des mesures, majoritaire parmi les syndiqués, doit s'exprimer maintenant par une mobilisation nationale

LA CGT ne dit pas non aux mesures gouvernementales d'austérité. Elle dit oui, mais... « *Tout n'est certes pas mauvais dans les mesures décidées* » déclare Louis Viannet, secrétaire confédéral, à *l'Humanité* du 5 avril, mais c'est l'ensemble qui n'est pas bon. » Qu'y a-t-il dans ces mesures qui soit digne d'un jugement positif ? Ni Viannet, ni Alezard dans la *Vie ouvrière*, ni Krasucki dans ses diverses déclarations n'éclaireront la lanterne de leurs adhérents.

La raison de ces précautions de langage réside dans le rôle que s'assigne la CGT. D'abord protéger le gouvernement : « *Ce n'est pas dans la politique suivie depuis le 10 mai qu'il faut chercher les difficultés d'aujourd'hui* », explique Viannet dans le quotidien du PCF. Ce souci permanent, en pleine politique d'austérité, de faire de la CGT le rempart syndical du gouvernement se fait au détriment de la défense du pouvoir d'achat des travailleurs frappés par ces mesures gouvernementales.

Par la fiscalité, le salaire indirect et la hausse des prix, les

mesures gouvernementales n'attaquent que les travailleurs. Un syndicalisme indépendant aurait immédiatement mis en œuvre la défense de la Sécurité sociale contre la hausse des cotisations et la mise en place du forfait hospitalier. Il aurait déclenché la guerre contre la hausse des prix par la bataille pour l'échelle mobile. Il se serait élevé sans délai contre la fiscalité qui écrase le pouvoir d'achat, toutes choses contenues dans le programme d'action de la CGT.

Corriger le plan ou défendre le pouvoir d'achat ?

Plutôt que ses propres revendications, plutôt que l'action, la direction confédérale joue à négocier ce qui n'est pas négociable. Mauroy a-t-il ouvert les débats sur son plan avant de le décréter ? Non, mais qu'importe, la CGT prétend amender l'inamendable, même a posteriori. Ce faisant, elle n'opte pas seulement pour la ligne gouvernementale, elle annihile son rôle de défense élémentaire du pouvoir d'achat.

Quatre propositions distribuées en tract visent à corriger les mesures gouvernementales par la fiscalité. Il ne s'agit pas de remplacer les mesures Mauroy-Delors par un impôt sur la fortune, mais d'y adjoindre ces correctifs fiscaux. Ces propositions visent à parer le plan gouvernemental d'un contenu de solidarité nationale. La CGT propose ainsi que chacun paie, dans l'effort national.

Le sens des propositions CGT

Neuf autres propositions sortent de l'entrevue Krasucki-Mauroy. Elles ont une autre ambition. Épargner aux petits salaires les mesures. Krasucki et la direction nationale ne demandent toujours pas leur annulation, et ce faisant les accèdent. Concernant le prélèvement de 1 % sur le revenu imposable, la CGT demande qu'il ne frappe que les ressources supérieures à 7 000 F mensuels. Ainsi la CGT se rallie à la position CFDT, instaurant dans la masse salariale un seuil au-delà duquel les syndicats se dispensent de défendre les salariés. Ici, 7 000 F mensuels, ce qui frappe quand même une grande partie des travailleurs. Même logique pour l'emprunt qui ne frapperait que les impôts supérieurs à 15 000 F. La CGT vient de basculer dans le camp de la division salariale : les défendables et les autres. Faute de pratiquer la défense du pouvoir d'achat pour tous, elle cède à la logique cédétiste de la défense d'une partie des salariés. La CGT, moitié de syndicat, ne parlera ainsi que de la défense du pouvoir d'achat pour le SMIC, et pour le simple maintien des accords contractuels.

Puis elle se proposera pour censurer les produits étrangers, afin de bouter hors de France la marchandise étrangère.

Spontanéisme comme ligne d'action

La CGT ne s'oppose pas au plan gouvernemental, renonce à la défense intégrale du pouvoir d'achat, laisse tomber la Sécurité sociale. Elle opte pour l'orientation CFDT, en acceptant de ne pas défendre ceux des salariés au-dessus d'un seuil de salaire déterminé par on ne sait quelle loi. Ce faisant, elle renonce à sa vocation fondamentale de défense du pouvoir d'achat, des acquis ouvriers. Elle préfère, à cette fonction, aliéner son indépendance pour soutenir un gouvernement qui pratique l'austérité. Comment s'étonner dès lors que la CGT se répande en formules creuses du type « tout dépend de vous », « vous avez des choses à dire au gouvernement, allez-y, exprimez-vous ». Un tel



spontanéisme est bien curieux. Il n'a qu'un but, évident. La CGT ne veut surtout pas avancer d'action, jouer son rôle en offrant au mécontentement la voie d'un débouché national. L'intervention des travailleurs, qu'elle a les moyens de transformer en mouvement national, ne reste qu'au stade de l'entreprise. Cette tactique d'appareil est classique, mais elle prend la couleur de la trahison, quand elle s'applique en soutien à un plan gouvernemental qui s'attaque frontalement aux travailleurs.

Passé maître en cet art, l'appareil de la CGT organise des assemblées générales par union départementale. Quand elles ont lieu, elles débouchent sur... une pétition, même quand la salle réclame une manifestation centrale, comme dans les Hauts-de-Seine. L'appareil utilise son poids pour modérer et disperser le mécontentement. Et après ils diront « on ne prépare pas la grève en appuyant sur un bouton », alors que, quand il s'agit de la préparer, ils parlent de délégations et de pétitions.

Tout dépend de vous !

L'émotion est grande dans la CGT, comme parmi les travailleurs. Beaucoup de militants syn-

dicaux sincères n'admettent ni le plan d'austérité gouvernemental, ni les atermoiements de la direction confédérale. Certains militants du PCF se saisissent de l'occasion pour manifester syndicalement leur opposition à la ligne gouvernementale, quelle que soit sa composition. Un sentiment majoritaire de rejet des mesures existe. Tout dépend des syndicalistes CGT pour qu'il s'exprime tout de suite, sans délai. Tout dépend des syndicalistes CGT pour exiger de leur direction nationale un refus net et public du plan Mauroy-Delors. Tout dépend de ces syndicalistes unitaires l'expression cédétiste des véritables tâches de cette confédération : s'opposer au plan d'austérité, préparer dans le syndicat, les UD, les FD, une manifestation centrale et unitaire pour la défense du pouvoir d'achat, contre les mesures d'austérité. Et obtenir du gouvernement le retrait de ses mesures par la grève nationale de 24 heures, unitaire. Ces tâches élémentaires du syndicalisme indépendant démocratique et unitaire s'accompagnent de la perspective immédiate que le gouvernement vole par sa politique au profit du CNPF. Comme dirait Viannet dans *l'Humanité* du 5 avril, « ce n'est pas le moment de baisser les bras ».

Jean Lantier

VIENT DE PARAÎTRE

Critique Communiste
revue mensuelle
de la
Ligue Communiste Révolutionnaire
(section française de la IV^e Internationale)
n°18
avril 85/12 fr.

Sommaire

Municipales, plan d'austérité...

A Nantes
Le PCI aux côtés
de politiciens anticommunistes et de patrons

Dossier
La France dans la division
internationale du travail
**CONTRAÎNTE EXTERIEURE
ET RUPTURE
AVEC LE CAPITALISME**

Les jeunes face au chômage

Le dispositif militaire français en Afrique

PTT-Toulouse-gare : toujours en lutte !

● Après 5 semaines, l'extension aux autres centres de tri est plus que jamais à l'ordre du jour

LA grève de Toulouse-gare est entrée dans son deuxième mois pour obtenir les trente-huit heures en jour et les trente-deux heures et demie en nuit. La combativité n'est pas entamée, bien au contraire. Quotidiennement, les postiers reconduisent le mouvement, les assemblées générales se déroulent pendant l'heure de grève. Ces assemblées permettent à nouveau d'instaurer un débat parmi les travailleurs, de faire le point et de fixer un minimum l'activité de l'intersyndicale. Si la combativité au bureau gare n'est pas entamée, ce n'est pas grâce au soutien des UD CGT, CFDT ou FO, ni grâce aux syndicats CGT, CFDT ou FO des PTT.

Depuis cinq semaines que le conflit a commencé, pas un seul tract n'a été diffusé sur la ville (sauf un tract CFDT sur l'ensemble des PTT), pas un seul communiqué de presse en soutien aux grévistes. Rien, absolument rien. Pire, le 2 avril, c'est un communiqué de la CFTC sur la *Dépêche* (6 % aux dernières élections, pas de section à la gare) qui appelle les pouvoirs publics, les patrons et les syndicats à se rencontrer !

Mais, à Toulouse, c'est presque une tradition lors des conflits : c'est la *Dépêche du Midi* qui fait office de bulletin syndical. Mais « bulletin syndical » de tendance radical de gauche, c'est à dire jamais du côté des travailleurs.

Après l'armée, la Chambre de commerce contre les grévistes...

Le personnel, intrigué par un chargement de sacs, en ouvre quelques-uns pour constater qu'il s'agissait de courrier à destination de la gare de l'Est (non pas des PNU — plus non-urgents 2^e catégorie — comme le collier l'indiquait mais de première catégorie). Les sacs, un à un, ont été ramenés et entassés devant la porte des inspecteurs du centre de tri.

Tout le monde à Toulouse-gare a compris à quoi servait l'utilisation de l'armée : pas à résorber le surplus de trafic (150 000 lettres détournées alors qu'il y en a plus de quatre millions en reliquat) mais à signifier aux



postiers que le gouvernement entendait que tout rentre dans l'ordre, et le plus vite possible.

Coincé entre la combativité des postiers et la mobilisation des patrons — la Chambre de commerce de Toulouse a d'ores et déjà proposé publiquement aux entreprises de leur acheminer leur courrier — le gouvernement a voulu donner à ces derniers un gage de fidélité à la politique d'austérité.

Un large soutien est nécessaire

Les directions syndicales démissionnent totalement devant cette tâche élémentaire et laissent à la *Dépêche du Midi* le soin de « popu-

lariser » le conflit. Cela entretient la division et laisse le champ libre à toutes les interprétations possibles du conflit et des revendications.

Malgré cela, et grâce à la détermination des grévistes, le soutien commence à s'organiser sur la ville. Les syndicats des cheminots, de la santé, des communaux CFDT ont envoyé des télégrammes. Dans les PTT, le soutien prend corps aussi : pétition CGT-CFDT aux lignes, AG avec les grévistes à la recette principale.

Le ballet des élus locaux

Ils assurent bien les grévistes de leur soutien mais pas un seul

communiqué n'a été publié. Pour le moment, ni le PC ni le PS n'ont pris une seule initiative. Leur objectif n'est pas de développer le soutien mais d'essayer de trouver un cadre de négociations pour en finir avec cette grève qui ne leur plaît pas du tout.

La voie est étroite entre la combativité des postiers et l'austérité du gouvernement. Pour autant, ceux-ci ne vont pas demander à Mexandeau une dérogation à l'austérité qu'ils soutiennent et cautionnent ! Les postiers de Toulouse-gare sont maintenant persuadés d'une chose :

pour gagner, il leur faudra prendre en main leur lutte. Pour cela, il faut développer le soutien massif au plan local : une manifestation interprofessionnelle est un objectif immédiat. Egalement, se battre pour l'extension du conflit à tous les bureaux-gare (la direction régionale reconnaissait que huit centres de tri étaient en lutte sur les mêmes revendications que Toulouse-gare) : le plus de structures syndicales possible doivent interpeller les fédérations pour qu'elles fassent leur travail.

La semaine qui vient est décisive !

Correspondant

Rouen-PTT : quatre semaines de lutte

DEPUIS la création du centre de tri automatique de Sotteville-lès-Rouen, les postiers ont toujours dû lutter pour le maintien de leurs acquis. Aujourd'hui, c'est face à l'automatisation que se trouvent les employés du centre de tri. L'administration a mis en place une machine qui lit les codes postaux, les index et effectue une partie du tri. D'où la conclusion tirée par la direction : il faut supprimer huit emplois, dont deux de préposés (notons que l'administration veut supprimer trois cents emplois dans les centres de tri cette année).

Il serait logique que la mécanisation se traduise par une amélioration des conditions de travail et en particulier par la réduction du temps de travail. C'est le contraire qui a lieu, et c'est ce que refuse le personnel qui a engagé la lutte depuis quatre semaines, à raison de deux heures de grève par semaine pour chaque brigade, à des moments bien choisis de la journée.

Le comité technique paritaire, réuni le 10 mars, a voté contre les suppressions d'emplois (sept voix contre, les syndicats, et 7 abstentions, la direction). Mais rien n'est acquis. Au 1^{er} avril, da-

te de mise en place du lecteur-trieur, rien n'était décidé.

La lutte continue donc au CTA de Rouen, pour le maintien des emplois et pour l'augmentation des effectifs de la manutention, secteur particulièrement touché par la pénurie de personnel.

A Rouen comme à Toulouse, l'administration a visiblement décidé de jouer l'usure. Il est donc plus que jamais nécessaire de préserver l'unité du personnel et de ses organisations syndicales, afin d'obtenir satisfaction contre le budget d'austérité. C'est ce que réclament de nombreux postiers dans les assemblées générales. En effet, si la lutte est unie au CTA, les négociations se font séparément, la direction de la CGT refusant de négocier avec la CFDT, sous prétexte de préserver sa « spécificité ».

La popularisation de la lutte est également une nécessité, l'administration locale et la droite faisant front commun contre les grévistes. N'a-t-on pas vu, dès le premier jour de grève, le président du conseil régional RPR, Fossé, s'alarmer dans *Paris-Normandie* du danger que cette grève fait courir à l'économie régionale ?

Correspondant

Elections syndicales aux PTT

● Si Krasucki peut s'inquiéter...

Maire n'a pas de quoi se réjouir

LE 23 mars, plus de 400 000 agents titulaires des PTT ont été appelés à élire sur listes syndicales leurs représentants aux commissions administratives paritaires.

Ces élections permettent d'avoir tous les trois ans une image de la représentativité des syndicats et de son évolution. Cette année, le fait que le dépouillement se fasse bureau par bureau permet une analyse plus précise des résultats.

Une CFDT qui progresse

CGT - 3,7 % par rapport à 1980, CFDT + 3,5 %, FO - 1,5 %. Une première différence par rapport aux prudhomales de décembre 1982 : le taux d'abstention est à peu près équivalent à celui de 1980 (-1 %). Les trois fédérations ouvrières, CGT, CFDT, FO, en totalisant 86 % des suffrages ne baissent que très légèrement (-1,7 %) au profit de la CFTC et d'amicales de cadres.

La CFDT est la seule centrale ouvrière qui progresse. Deux raisons expliquent cette progression : la CFDT a été la seule, même si cela s'est fait de façon largement bureaucratique et avec une plate-forme revendicative en baisse, à appeler à des mouvements de grève régionaux et nationaux depuis le 10 mai 1981 : grève région parisienne pour les 35 heures en février 1982 ; grève nationale des PTT le 7 octobre 1982 ; grève nationale des services financiers en mars 1983. Ces grèves, bien que minoritaires (ceci étant lié principalement à la baisse des revendications, le manque de perspectives claires et l'absence d'unité), ont été perçues de façon « sympathique » par la majorité des travailleurs puisque tendant à rompre avec l'attitude des confédérations, simples courroies de transmission des décisions gouvernementales.

L'autre raison, tout aussi importante, est que, malgré les positions des bureaucrates fédéraux, la plu-

part des syndicats CFDT PTT continuent à avoir une pratique unitaire sur le terrain. De plus, le sectarisme « démentiel » de la fédération CGT (l'une des plus staliniennes) fait paraître la fédération CFDT, pourtant de plus en plus alignée sur la confédération, comme unitaire.

Outre ce sectarisme, la CGT continue comme partout ailleurs à payer très cher ses prises de position scandaleuses sur la Pologne. Enfin, malgré une campagne d'attaques systématiques contre la CFDT et la CGT, FO perd 1,5 % des voix. (A noter à ce sujet, que des camarades du PCI se sont distingués en appelant publiquement à voter FO alors qu'ils avaient des responsabilités dans la CFDT : belle compréhension du travail syndical de masse !)

Des résultats variables selon les secteurs

En examinant de plus près les ré-

sultats bureau par bureau, grade par grade, trois conclusions se dégagent :

● **Pour la CFDT** : la progression est d'autant plus spectaculaire (jusqu'à plus de 10 %) que la section ou le syndicat apparaît comme défendant le mieux les intérêts immédiats des travailleurs en n'hésitant pas à rentrer en lutte.

● **Pour la CGT** : Si le même phénomène que pour la CFDT se reproduit, la CGT en général progresse ou se maintient là où elle apparaît en opposition avec la ligne fédérale ou confédérale (soit par des prises de position contradictoires sur la Pologne ; soit par une pratique unitaire ; soit les deux à la fois).

● **Pour les cadres** : Dans les grades où les amicales présentaient pour la première fois des candidats, il y a eu d'importants transferts de voix, essentiellement au détriment de la CFDT. La position confédérale qui consiste, au nom des « nouvelles

solidarités », à refuser de s'attaquer aux profits et aux grandes fortunes, au détriment des cadres en particulier, renforce les réflexes corporatistes de certains cadres. Beau résultat pour Maire passant son temps à soignant dénoncer ces mêmes corporatismes.

Les résultats des élections et les nombreuses luttes locales sur les problèmes de temps de travail et d'effectifs qui se sont déroulées et continuent de se dérouler, montrent qu'une partie importante des travailleurs et travailleuses sont prêts à se battre dans l'unité contre les effets, aux PTT, des décisions gouvernementales.

Face à la trahison des fédérations CGT et CFDT qui font tout pour éviter une riposte unitaire et nationale des travailleurs, il convient de dégager des perspectives claires contre les mesures d'austérité du gouvernement cautionnées par le PC et le PS.

C. Amadeo

De la famille et du mariage ou « le déclin de la France »

• Les propos de Mitterrand sur la famille préparent-ils un retour des femmes au foyer ?

« Nouveaux couples... ou les vies successives du cœur », tel était récemment le titre d'un article du journal « le Point » commentant l'évolution du mariage et sa perte de crédit en tant que réalité institutionnelle.

Cette évolution du mode de vie, très sensible sur une période d'une quinzaine d'années, après avoir suscité la curiosité des « spécialistes », sociologues, démographes,

psychologues, est l'objet d'un regain d'intérêt dans les médias ces derniers temps.

Les prises de position de plus en plus affirmées de Mitterrand en faveur de la famille ne sont sans doute pas étrangères à cela. Dans son dernier discours, le président, en même temps qu'il invitait les Français à se serrer la ceinture, les exhortait à « lutter contre le déclin de la France qui s'inscrit dans le déclin de la famille » (sic!).



Austérité : et l'indépendance économique des femmes ?

La montée du divorce, la propagation de l'union libre et son début de diffusion dans toutes les couches de la société sont les signes d'une évolution dans le mode de vie, signes également d'une contestation évidente de l'institution du mariage.

Cela pose deux questions. La première, c'est la nature de cette évolution et son impact par rapport à la situation d'oppression des femmes. Est-ce que quelque chose a changé de ce côté-là ? La seconde question : est-ce que cette évolution est irréversible ?

Pour répondre à ces questions, il faut d'abord souligner que cette évolution n'est pas le produit d'un « changement des mentalités » qui serait suspendu en l'air mais qu'elle s'ancre profondément dans la réalité sociale et économique de la société.

Un des facteurs de cet éclatement ou de cette « fragilisation » de la structure familiale est sans aucun doute l'entrée massive des femmes sur le marché de l'emploi depuis ces quinze dernières années. Cette plus grande utilisation de la main-d'œu-

vre féminine pour les besoins de l'économie capitaliste a eu pour conséquence qu'un grand nombre d'entre elles ont accédé à une relative indépendance économique.

Mais aussi et surtout, pour la première fois dans l'histoire, le développement de l'activité professionnelle des femmes s'est conjugué avec la légalisation et la diffusion des méthodes de contraception et d'avortement, avec la possibilité pour elles de dissocier maternité et sexualité, contrôler leur fécondité et donc de pouvoir plus qu'auparavant décider de leur vie.

C'est la liaison de ces deux facteurs l'impact des idées féministes qui permet de comprendre la profondeur de la contestation du mariage. Il ne faudrait pas pour autant en conclure que les femmes qui ne se marient pas ne sont pas opprimées ou qu'elles sont moins opprimées que les autres. Ainsi, l'union libre n'implique pas automatiquement le partage des tâches dans le couple, ou l'inexistence de rapports de domination.

Mais on doit analyser cette évolu-

tion dans une perspective dynamique et comprendre qu'elle est portée par la renaissance du féminisme en tant que mouvement social, diffus mais ayant une réalité de masse. Cette évolution, ou plutôt cette tendance, est-elle irréversible ?

On a vu qu'elle s'enracine dans les rapports économiques et sociaux. Elle est liée à la satisfaction des revendications formulées par le mouvement féministe concernant la diminution du temps de travail pour tous et toutes, le droit à l'emploi et l'égalité devant l'emploi, des équipements collectifs de qualité et en nombre suffisant pour répondre aux besoins.

Ce n'est pas le chemin que prend le gouvernement. Aussi n'est-il pas étonnant qu'il tienne un tel discours sur le retour à la famille et « l'ambivalence » des femmes, à la fois mères et travailleuses, essayant de les préparer à un développement du chômage, une généralisation du temps partiel... pour pouvoir mieux s'occuper des enfants et en faire plus !

Austérité rime mal avec autonomie et indépendance des femmes !

BAISSE du nombre de mariages, augmentation très rapide de celui des divorces, diffusion de l'union libre ! Ce qui était un fait de société, issu de la révolte de Mai 68 contre l'ordre moral bourgeois et que certains décrivaient comme éphémère, prend aujourd'hui l'ampleur d'un phénomène social profond, traversant toutes les couches de la société.

Au centre de cette évolution, et y jouant un rôle dynamique, la lutte des femmes contre leur oppression, le féminisme.

Pour bien saisir la nature de ce phénomène et sa réalité, il convient de donner quelques chiffres. Deux études, l'une de Pierre-Alain Audirac, *Cohabitation et mariage : qui vit avec qui ?*, l'autre de J.-C. Deville et E. Naulleau, *les Nouveaux Enfants naturels et leurs parents*, parues dans une revue de l'INSEE en juin 1982, nous donnent des indications précieuses. Les chiffres sont parlants, ils permettent de mesurer l'importance de l'évolution. Si, durant l'année 1972, le nombre de mariages a culminé à 416 000, depuis lors il ne cesse de diminuer pour atteindre 315 000 en 1981. On se marie moins et plus tard.

Alors que le célibat ne progresse pas dans les couches traditionnellement touchées — le recensement de 1975 indiquait que plus d'un homme actif agricole sur quatre était célibataire —, son évolution est très marquée chez les cadres supérieurs et professions libérales. Ils sont 17,5 % à être célibataires en 1981, ils étaient 9,6 % en 1975. Le phénomène est identique chez les femmes salariées. Plus le statut social s'élève, plus la proportion de célibataires augmente. Elles représentaient, en 1975, 12 % des ouvrières de 30 à 34 ans et 23 % des cadres supérieurs et professions libérales. Fait intéressant, le rapport note qu'en évolution, la tendance à l'augmentation du célibat est plus nette parmi les ouvrières que dans les autres catégories.

Les anneaux se brisent !

On se marie donc moins et quand on se marie, ce n'est plus « pour la vie entière » comme autrefois ! Ici, l'évolution du divorce témoigne de ce que les « liens » du mariage se désacralisent. Ils ne constituent plus une barrière infranchissable, susceptible d'empoisonner toute une vie, et source, dans la majorité des cas, de bien des hypocrisies dans les rapports entre hommes et femmes.

De 1950 à 1965, le nombre annuel des divorces est resté autour de 30 à 35 000. En 1973, il a dépassé les 50 000 pour atteindre 73 000 en 1978, 89 000 en 1979 et il continue d'augmenter. Il faut souligner que la loi allégeant la procédure de divorce avec la formule du consentement mutuel n'est intervenue qu'en 1975, alors que l'évolution était largement entamée, ne faisant que codifier un état de fait.

Il serait intéressant de savoir qui de l'homme ou de la femme demande le plus souvent le divorce. L'étude de P.-A. Audirac donne un certain nombre d'indications sur l'attitude de l'un et l'autre sexe devant le divorce et le mariage. Ainsi, en 1981,

6 % des femmes de 35 à 54 ans sont divorcées, mais si l'on ne prend en compte que les femmes actives, ce taux est bien plus élevé. Il dépasse par exemple les 10 % en ce qui concerne les femmes cadres moyens (en ne comptant pas les institutrices), les employées et les personnels de service. La proportion des hommes divorcés est comparativement moins élevée car, note le rapport, « ils se remarient en plus grand nombre et plus rapidement en moyenne ».

La remise en cause de l'institution du mariage est visible aussi à travers le développement de l'union libre, particulièrement sensible chez les plus jeunes. Le nombre de couples déclarant vivre en union libre, dans lesquels l'homme a plus de 35 ans, est passé de 256 000 à 310 000 entre 1975 et 1981. Pendant la même période, les couples dont l'homme a moins de 35 ans ont augmenté de 155 000 à 400 000. A l'intérieur de ce dernier groupe, la cohabitation de jeunes célibataires a progressé de 80 000 à 295 000.

Et enfin le dernier trait significatif de la tendance à la fragilisation et à l'éclatement de la structure familiale monoparentale : l'augmentation du nombre des enfants naturels.

Des enfants sans... mères

En 1981, environ 100 000 enfants sont nés de mère non mariée. Alors que le taux des naissances d'enfants naturels était de 6 % par rapport à l'ensemble des naissances annuelles entre les années 1960 et 1965, en 1980, il passait à 11,4 %.

Il faut noter que ne pas être mariée lorsqu'on a un enfant n'est plus synonyme de déchéance sociale et d'opprobre. Ce fait n'existe plus seulement parmi les femmes les plus défavorisées mais se diffuse dans toutes les couches de la société. Il est moins qu'avant le résultat de maternités subies et plus le fruit d'un choix des femmes et des hommes. Ceci permet d'expliquer par exemple que l'augmentation du nombre des enfants naturels s'accompagne d'une augmentation du nombre des reconnaissances par les pères. Pendant les années soixante, et jusqu'en 1971, seulement 21 à 22 % de ces enfants étaient reconnus par leur père, aujourd'hui c'est plus de la moitié.

Une évolution semblable et même plus avancée existe dans d'autres pays, notamment en Europe du Nord et en Amérique du Nord (en 1979, en Suède : 37,5 % ; Etats-Unis : 17,2 % ; Canada : 12,2 % ; en 1980, en Grande-Bretagne : 11,5 % ; au Danemark : 33,2 %). Ces chiffres n'avaient jamais été observés en France, sauf pendant une période « exceptionnelle », entre 1915 et 1918, c'est-à-dire lors de la Première Guerre mondiale.

De là à faire des analogies non pertinentes et à voir dans l'évolution actuelle les signes d'une décomposition de la société, il n'y a qu'un pas que notre président franchit bien allégrement lorsqu'il parle de « déclin de la France ».

C'est pourtant exactement le contraire qui est contenu en germe dans cette évolution. Ou alors, s'il y a décomposition, c'est la décomposition tout au plus d'une certaine morale fondée sur l'hypocrisie, d'une certaine conception des rapports entre individus fondée sur l'oppression des femmes et la propriété des enfants, au profit d'une plus grande reconnaissance de la liberté de chacun et chacune.

Sonia Folloni

Le numéro 23 des « Cahiers du féminisme » est paru.

CISJORDANIE

Le poison de l'occupation

EN quinze jours, plus d'un millier de personnes ont dû être hospitalisées, atteintes d'un mal mystérieux dans les territoires occupés de Cisjordanie. A Djénine, Hébron, Yatta ou Tulkarem, les symptômes sont rigoureusement les mêmes : faiblesse générale, troubles du rythme cardiaque et de la vue, bleuissement du visage et taches de cyanose sur les membres... Dans leur grande majorité, ce sont de jeunes écolières palestiniennes qui présentent ces symptômes d'empoisonnement.

Les dirigeants palestiniens ont accusé les autorités israéliennes d'avoir utilisé un nouveau gaz aux propriétés encore mal connues mais qui aurait pour résultat de stériliser les femmes. Ils se fondent en particulier sur les indications de médecins qui ont découvert, dans les urines des victimes, un taux anormalement élevé de protéines. Ce qui laisse croire à l'utilisation d'une substance à base d'hormones. Rejetant ces accusations et après avoir fourni plusieurs versions contradictoires du phénomène, le gouvernement de Jérusalem parle d'« hystérie collective » quand il n'accuse pas carrément les jeunes Palestiniens de simuler leurs malaises sur l'ordre de l'OLP.



Asa façon, la thèse de Begin est un aveu. Car, si des centaines d'individus simulent de façon concertée, cela en dit long sur l'ampleur du rejet que suscite, dans la population arabe, l'occupation israélienne. Et s'il s'agit d'une « psychose », il faut bien en chercher l'origine dans le degré de terreur auquel les habitants de Cisjordanie sont quotidiennement soumis. Au demeurant, les explications israéliennes sont peu vraisemblables. D'abord, parce que les collégiennes n'ont pas été les seules victimes de l'épidémie. Des vieillards et même des soldats israéliens ont ressenti les mêmes troubles. Ensuite, les victimes appartiennent à des localités très éloignées les unes des autres. Ce qui rend impossible une contagion « émotionnelle ».

Ce n'est pas sans raisons que toute la population arabe de Cisjordanie attribue aujourd'hui la responsabilité du phénomène aux forces sionistes. Depuis 1967, les autochtones sont soumis à la plus impitoyable des occupations militaires. Pour empêcher que leur aspiration à l'autodétermination ne s'exprime au cœur des territoires administrés par l'Etat hébreu, on nie aux Palestiniens les libertés les plus élémentaires. Les manifestations sont brutalement réprimées. Les édiles municipaux de plusieurs villes ont été destitués dès lors qu'ils refusèrent de collaborer avec les autorités de tutelle. Enfin, l'entreprise se complète d'un processus de colonisation qui vise à expulser de leurs terres des dizaines de milliers d'hommes et de femmes. Pour atteindre leur but, les sionistes n'hésitent pas à recourir à la plus extrême violence. On a vu, par exemple, le 3 avril, des colons juifs ouvrir le feu sur de jeunes manifestants qui célébraient la traditionnelle « Journée de la terre » à Hébron et Jérusalem-Est. Pourquoi les colonisateurs n'iraient-ils pas maintenant jusqu'à l'utilisation de procédés visant à répandre la terreur afin de contraindre les Arabes à l'exode ?



UNE fois de plus, c'est la nature d'un système qui est mise en cause. Qu'importe, au fond, l'origine précise de la mystérieuse maladie. Il reste que, trente-cinq ans après la fondation de l'Etat d'Israël, le projet sioniste ne se développe que parce qu'il nie le droit de tout un peuple à disposer de lui-même et à gérer son destin. Ce faisant, il débouche inévitablement sur l'expansionnisme et la barbarie.

En septembre dernier, les alliés libanais de Begin massacraient des milliers de Palestiniens dans les camps de Sabra et Chatila. Ce crime s'inscrivait dans une longue liste d'exactions qui avaient toutes un but similaire : étendre les frontières de l'Etat hébreu, annexer de nouveaux territoires, chasser de leur sol et priver de leurs droits nationaux de nouvelles populations, faire régner l'ordre impérialiste au Moyen-Orient. Comment douter qu'il s'agisse là de la véritable matrice du sionisme alors qu'Ariel Sharon — reconnu responsable du bain de sang au Liban par une commission d'enquête israélienne — a été maintenu au sein du gouvernement de Jérusalem et a même vu ses fonctions étendues ?

Christian Picquet

NOUVELLE CALEDONIE



1^{er} Congrès de l'USTKE (Union des syndicats des travailleurs kanaques et exploités), septembre 1982

La supercherie du projet d'autonomie interne

● Le Front indépendantiste menace de boycotter les institutions coloniales et de créer un front de libération

DEUX ans après son entrée en fonction le gouvernement Mitterrand-Mauroy vient enfin de préciser le contenu qu'il entend donner à sa politique en Nouvelle-Calédonie. Il y a quelques jours, le haut-commissaire français, Jacques Roynette, a rendu public le projet de nouveau statut de ce territoire d'outre-mer (TOM), élaboré par le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM.

Un texte sans contenu progressiste

Aux anticolonialistes du Front indépendantiste (FI) qui réclament l'indépendance de leur pays depuis maintenant de longues années, le gouvernement français propose un statut d'autonomie interne dont seul le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), l'équivalent local du RPR de Jacques Chirac, s'est félicité. Le député RPR de la seconde circonscription de Nouvelle-Calédonie, Jacques Lafleur, a en effet déclaré que « l'initiative prise par l'Etat, avec quelques réserves, est de nature à nous conforter dans notre résolution d'agir pour le maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République (le Monde du 30 mars 1983) ».

Le projet d'autonomie interne du gouvernement français n'est

rien d'autre qu'un vulgaire déguisement des institutions actuelles de tutelle coloniale, l'Assemblée territoriale et le Conseil de gouvernement. Seule modification substantielle, ce dernier prendra le nom de « gouvernement » du territoire. Le contrôle du juge des comptes et du juge administratif viendra maintenir la tutelle de l'administration française tandis que le haut-commissaire continuera à assurer « l'ordre public, le respect des libertés et des droits importants vis-à-vis des actes des autorités territoriales ».

Par ailleurs, il est convenu que l'Etat français conserve la haute main sur « les matières » concernées par les ordonnances récemment adoptées, ce qui n'est rien de moins que le problème foncier et fiscal, la politique minière et sociale et les problèmes de développement... Il est en outre bien précisé que « l'Etat marquera de façon substantielle la solidarité nationale à la Nouvel-

le-Calédonie par l'aide technique et financière ».

La dernière phrase du document gouvernemental résume à merveille l'absence de tout contenu progressiste de cette proposition et des concessions aux pressions de la droite coloniale. Elle proclame : « Ce projet de statut est porteur d'évolution : il doit assurer en Nouvelle-Calédonie un juste équilibre entre ses différentes communautés et notamment l'ethnie mélanésienne et, partant, doit se donner pour priorité d'achever l'œuvre de décolonisation qu'a engagée le gouvernement de la République. »

Le Front indépendantiste, dont nous publions ci-joint le communiqué, a réagi très vivement à ce projet en menaçant de boycotter les institutions coloniales, de créer un Front national de libération kanaque et d'organiser un gouvernement provisoire qui pourrait s'installer au Vanuatu voisin.

V. K.

COMMUNIQUE DU FRONT INDEPENDANTISTE

Le Front indépendantiste ayant pris connaissance de l'exposé des intentions du gouvernement français concernant une réforme du statut du Territoire :

Rappelle que ses élus l'ont été sur l'objectif de l'indépendance kanaque et socialiste et que les partis qui le composent ont confirmé, dans leur congrès, cette position définie par une plate-forme minimale commune. Ils n'ont pas été élus sur un programme d'autonomie interne.

Le peuple kanaque se refuse à être considéré comme une simple communauté ethnique parmi les autres dans son propre pays, car il est le peuple autochtone. Il est seul colonisé. C'est lui qui revendique l'indépendance de son pays, conformément à la résolution n° 1514 des Nations unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux.

Le Front indépendantiste s'indigne de l'abus de langage qui baptise « autonomie interne » un projet dont le contenu attribue à l'Etat français les compétences essentielles qui déterminent la vie et l'économie du Territoire.

Si le gouvernement français maintient les intentions manifestées dans son texte, le Front indépendantiste devra envisager le retrait de sa présence dans les institutions de la République française et la création d'un gouvernement provisoire, organe d'un front de libération nationale kanaque qui conduira à la proclamation unilatérale de l'indépendance du pays kanaque.

Nouméa, le 23 mars 1983

vient de paraître



LA COLOMBIE CINQ MOIS APRES L' AMNISTIE

« On continue d'assassiner des paysans, des indigènes... »

● Interview de Socorro Ramirez, dirigeante du Parti socialiste révolutionnaire (section colombienne de la IV^E Internationale)

● Il y aura bientôt un an qu'ont eu lieu les dernières élections générales colombiennes. Depuis lors, le nouveau président, le conservateur Belisario Betancourt, semble jouir d'une relative popularité...

— C'est vrai et, pour l'essentiel, cela est dû à deux mesures importantes : l'amnistie, au plan intérieur, et la participation au mouvement des non-alignés, au plan extérieur. De plus, il utilise avec beaucoup d'habileté et de savoir-faire un langage démagogique et populiste qui a semé illusions et confusion dans le pays comme à l'étranger. En réalité, Belisario Betancourt s'inscrit dans la continuité du « bipartidisme », cette formule imaginée par la bourgeoisie colombienne pour mieux assurer la stabilité de son système de domination.

Ce « bipartidisme » signifie, depuis 1957, un accord de partage des responsabilités gouvernementales entre les deux grandes formations bourgeoises, le Parti libéral et le parti conservateur. Ce mode de fonctionnement était en crise ces dernières années, par réduction du consensus et à cause des divisions internes des partis. Les conditions du triomphe électoral conservateur de l'an dernier ont permis de dépasser cette situation. En réalité, et bien que le nouvel élu parle de « mouvement national », le « bipartidisme », qui représente politiquement l'essentiel de la bourgeoisie, se trouve renforcé. Pour le reste, il ne s'agit de rien de plus que d'une habile opération visant à modifier l'image du pouvoir bourgeois, à le « moderniser » face aux nouvelles réalités politiques et sociales, nationales et internationales.

● La crise économique internationale et ses effets en Colombie ne réduisent-ils pas considérablement la marge de manœuvre de ce gouvernement ?

— Evidemment. Le déficit fiscal est énorme alors que de très nombreux secteurs sont affectés par la récession. 1981 a été une année catastrophique pour l'économie colombienne ; la production agricole a chuté, la production industrielle a connu, selon les statistiques officiel-

les, une diminution de 1,3 %. Ces tendances se sont confirmées — et même accentuées pour certains secteurs — en 1982. Les revenus des exportations ont été réduits, tant par la baisse des cours des matières premières sur le marché mondial que par la réduction de la demande des économies des pays impérialistes. Ce sont là les vraies limites de la démagogie !

● Tu as qualifié l'amnistie de « mesure importante ». Il semble d'ailleurs que ces derniers mois

geants populaires et d'organisations révolutionnaires.

Lors de nombreux meetings, au cours de manifestations, à maintes autres occasions, les organisations syndicales et démocratiques ont réclamé la dissolution du MAS et des autres groupes paramilitaires. Quant aux organisations de la guérilla, elles ont insisté sur le fait que leurs membres seront en permanence en danger de mort, tant que cette dissolution ne sera pas décrétée. Bref, il ne fait aucun doute qu'une telle mesure aurait dû accompagner la loi d'am-

tribunaux militaires qui seront chargés des procès des militaires d'active.

● Quelle autre mesure aurait dû accompagner l'amnistie ?

— La fin des opérations militaires dans les zones dites « de violence ». Or, dans ces zones, le contrôle de l'armée sur la vie quotidienne des populations paysannes reste aussi strict qu'auparavant. Les quadrilles subsistent au point que le seul moyen d'identification reconnu n'est



vailleurs portuaires. Bref, il est impossible de parler d'une ouverture démocratique, condition indispensable à l'application véritable de la loi d'amnistie.

● Ces exemples de mesures concernent les libertés démocratiques. Tu as parlé de mesures économiques, sociales et politiques...

— Une réforme politique éliminant les privilèges acquis grâce au « bipartidisme » libéral-conservateur, permettant l'activité des partis et mouvements indépendants des formations bourgeoises traditionnelles, une réforme du système électoral, un statut des droits de l'opposition permettant notamment l'accès aux moyens de communication comme la radio et la télévision sont une nécessité. Mais, au-delà, aucune réforme économique et sociale s'attaquant aux causes même de ce que le pouvoir appelle la « violence » n'a été entreprise. La faim, la misère, le chômage massif ne seront pas résolus par les quelques programmes de travaux publics qu'il est actuellement question de mettre en œuvre. La réalisation d'une véritable réforme agraire qui s'attaque au problème de la propriété de la terre mais aussi à celui du crédit, de l'assistance technique et des circuits de distribution est plus nécessaire que jamais. En réalité, face aux effets de la crise économique, la seule préoccupation du gouvernement est d'aider les patrons à s'en sortir, au mieux de leurs intérêts, et d'aider les groupes financiers à récupérer une part de leur crédibilité affectée par une vague de scandales et de faillites. Pour les masses travailleuses, la crise c'est plus de chômage, plus d'austérité ; ce sont des augmentations de salaire limitées à des pourcentages très inférieurs à ceux de l'élévation du coût de la vie.

● Quelle est, dans ce contexte polarisé par les débats autour de l'amnistie, l'activité du Parti socialiste révolutionnaire (PSR) ?

— Nous avons participé aux réunions convoquées par le gouvernement pour discuter avec l'ensemble des partis de ce que devrait être une « réforme politique ». Nous participons également à la Commission de paix, commission dont les membres ont été nommés par le président et à laquelle j'appartiens pour l'instant. Nous n'avons aucune illusion sur ce genre d'instances, même si leur composition est large et inclut une représentation significative du mouvement ouvrier : en l'absence d'une grande mobilisation syndicale et populaire sur les lieux de travail et dans la rue, la conquête d'une réelle ouverture démocratique est exclue. Nous utilisons notre présence et notre participation à ces organismes pour avancer des propositions, stimuler et populariser des initiatives favorisant l'organisation et la mobilisation du mouvement de masse. C'est dans le même esprit et avec les mêmes objectifs que, par exemple, nous avons récemment participé au Troisième Forum pour l'ouverture démocratique, la paix et contre le MAS, qui s'est tenu au début du mois de mars.

Propos recueillis par Jean-Pierre Beauvais



l'essentiel de la vie politique colombienne ait tourné autour de cette question. Peux-tu expliquer son contenu et sa signification ?

— Le 20 novembre 1982 fut adoptée la loi n° 35, dite loi d'amnistie générale pour les délits politiques.

Elle a permis que quelque 500 prisonniers retrouvent la liberté. La quasi-totalité appartiennent aux organisations menant la lutte armée.

En même temps, plus de 2 000 actions judiciaires ouvertes contre des dirigeants ou des membres de la guérilla ont été déclarées closes.

Mais cette loi, aux bases juridiques à la fois larges et générales, n'a été accompagnée d'aucune mesure économique, sociale ou politique qui l'aurait convertie en un premier pas vers une réelle ouverture démocratique. La première mesure politique qui, selon nous, aurait dû accompagner l'amnistie est la dissolution du MAS (Mort aux kidnappeurs) et des autres organisations paramilitaires du même genre comme l'« Escadron de la mort », « Mort aux communistes », etc. Ce sont là les appellations que se sont données les appareils répressifs « spécialisés » dans l'enlèvement, l'assassinat et la torture de cadres syndicaux, de diri-

gistes pour que celle-ci ait, aux yeux de beaucoup, une signification véritable...

● Quelle a été la réponse du gouvernement ?

— Les pressions du Comité de défense des droits humains, de la Commission de paix, du mouvement syndical, entre autres, ont contraint Belisario Betancourt à demander l'ouverture d'une enquête sur l'activité du MAS. Début mars, le procureur général de la République a rendu publics les premiers résultats de son enquête : sur 160 personnes impliquées avec certitude dans les activités du MAS, 60 sont des militaires de haut rang et toujours en service actif ! L'armée a répondu « en tant qu'institution » à ces accusations ; l'un de ses chefs, le général Navas Pardo, a brandi la menace d'un coup d'Etat. A cette réaction des militaires s'est ajoutée la prise de position des associations patronales réclamant, entre autres, la démission du procureur général. L'attitude du président a été vacillante, ambiguë. Malgré tout, la pression des secteurs démocratiques, exigeant que l'enquête soit menée jusqu'au bout, a permis que soit remportée une petite victoire : ce seront les tribunaux civils et non plus les

pas la carte d'identité nationale mais le sauf-conduit délivré par les chefs militaires...

En un mot, l'amnistie aurait dû être accompagnée d'une démilitarisation des campagnes, mais aussi de diverses institutions — notamment judiciaires — où la présence de représentants de l'armée a été croissante ces dernières années. Un exemple parmi d'autres permettra de comprendre ce que signifie cette « présence ». Lors du procès des ravisseurs de Gloria Lara de Echeverry, fille du plus grand propriétaire terrien du pays, retrouvée assassinée plusieurs mois après son enlèvement, il est apparu que les accusés avaient été détenus et interrogés par les services de renseignement militaires et qu'ils avaient été torturés au cours des interrogatoires. De plus, ce sont les militaires qui ont décidé qu'ils n'auraient pas droit à des avocats pour assurer leur défense !

La mise en œuvre d'une véritable amnistie eût exigé le respect de toutes les libertés démocratiques, de tous les droits humains. Mais que constate-t-on ? On continue d'assassiner des paysans, des indigènes, des guérilleros ; malgré la levée de l'état de siège, grèves et conflits populaires sont toujours prétexte à l'intervention de l'armée comme ce fut le cas lors du mouvement des tra-

ECOLE LATINO-AMERICAINE DE LA LCR

Programme et calendrier du troisième cycle :

16 avril : Le castrisme aujourd'hui et le centrisme.

28 mai : Les Etats surgis des processus révolutionnaires victorieux : Cuba et Nicaragua.

7 juin : Amérique centrale : les politiques d'alliances des organisations révolutionnaires.

14 juin : Quelle société socialiste ?

Chaque session se tient au 27, avenue de Choisy (métro Porte de Choisy) et débute à 14 h 30 précises.

Cinéma

LE CHOIX DE SOPHIE d'Alan J. Pakula

Pour celles et ceux qui ont lu le gros livre de Styron, le pari tenait de la gageure, pas impossible, non, seulement casse-cou. Casse-cou parce qu'il s'agit d'un roman qui brosse en un maelström frénétique des images et des êtres en proie au sexe, à la violence et à la mort... Cru, violent, dur, érotique, le livre de William Styron est un excellent roman, et comme de bien entendu, l'adaptation qu'en a tirée Pakula n'en est qu'une honnête édulcoration !

Eternel débat, éternelle difficulté dès que l'on touche à un « monument » que d'en rendre, à plat sur un écran, en deux, voire même trois ou quatre heures, la foisonnante richesse.

Et pourtant, Pakula a essayé. Son découpage est crédible, sinon habile. Ses comédiens prodigieux, mais son *Choix de Sophie* n'est pas celui de Styron ! Ah, si ! Il y a deux exceptions. L'une tient à la façon dont Pakula a filmé la séquence d'Auschwitz qui donne son titre au livre et au film... La terrible description qu'en faisait Styron est ici dépassée par la force brute de l'image et du son : le visage de Meryl Streep à ce mo-

ment, et la stridence insoutenable du cri de l'enfant qu'on éloigne... Ici, le cinéma frappe bien plus fort que le texte. L'autre exception tient au choix de Meryl Streep pour incarner Sophie. On savait depuis *Klute* que Pakula pouvait être un grand directeur d'actrices. Qu'a-t-il bien pu apporter de plus à la fantastique prestation de Meryl Streep qui, depuis *Voyage au bout de l'enfer* et *la Maîtresse du lieutenant français*, s'est imposée, sans conteste, comme l'une des plus brillantes comédiennes de ces dix dernières années ?

Michel Laszlo



REVIENS, JIMMY DEAN, REVIENS



Au départ, une pièce qu'Altman met en scène à Broadway. Il la filme en 16, en fait un tirage « gonflé » en 35 mm... C'est cette peu ambitieuse (côté fric) production qu'on peut voir maintenant. Courez-y. A travers les fantasmes de quelques jeunes d'il y a vingt ans, fascinés par le mythe de James Dean, et qui se retrouvent aujourd'hui, Altman brosse un passionnant portrait de « l'Amérique profonde », une éblouissante démonstration de va-et-vient entre présent et passé, et réalise, sur le fil léger d'une comédie boulevardière, une fête pour le cœur et pour l'esprit.

P.-L. T.

PAULINE A LA PLAGE de E. Rohmer

Rohmer est au cinéma ce que, on l'imagine, devaient être les instituteurs-missionnaires laïcs de la III^e République. Ce qui l'anime va de la conviction des choses simples à la simplicité des choses évidentes. *Comédies et Proverbes*, comme un recueil de moralités pour enfants sages, ces livres de prix de fin d'année qui nous ramènent aussi à une réalité scolaire (rien de péjoratif, on s'en doute) où dansent ensemble le savoir et la vertu, la science et la juste récompense sur fond de parabole. Raconter quoi ? Pas grand-chose. Pas plus que nécessaire pour faire trace dans le souvenir, dans ce qui aujourd'hui sera la nostalgie morale et cinématographique de demain. La vie : un proverbe. Le cinéma : une comédie. La mise en scène (avec Rohmer on se souvient, mémoire, que cette chose-là existe) : le fabuleux de la fable, cette part de magie qui fait que les corbeaux se promènent avec des fromages et que les grenouilles désirent un roi. Comme chez ce bon monsieur de la Fontaine ? Tout juste !

P. G.

avec *le Violent* et *les Ruelles du malheur*. Si *les Ruelles* est un film déjà un peu « repéré » dans le cinéma social-noir hollywoodien, misère, bas-fonds, délinquance, l'ambiguïté du rôle de Bogart en avocat est originale. *Le Violent* marque plus par son étrangeté. La manière dont Ray filme comme s'il s'agissait d'un film noir et dur ce qui ne serait au fond qu'un mélodrame (même avec une touche autobiographique) crée en permanence un sentiment de confusion chez le spectateur. La mise en scène est au service de l'idée, pas du scénario. Une leçon. Pour terminer et retrouver le royaume de l'idée dominante, serait-elle poussée jusqu'à la plus grande abstraction, une (fausse) reprise, *Merry Go Round*, de Rivette. L'idée pure, la gratuité, la cavale de l'imaginaire et de l'image, le jeu des va-et-vient entre le vrai et le faux, le brouillage des signes de piste.

P. G.

MORTELLE RANDONNEE de Claude Miller

Il n'y en a généralement qu'un par an... Cette année, il y aura donc déjà un chef-d'œuvre du cinéma français, à peine trois mois après le début de l'année. *Mortelle Randonnée* est en effet un film qui procure un plaisir et une jubilation rares, une pépite dans la grisaille ambiante. Je savais depuis *Dites-lui que je l'aime* que Claude Miller avait tout pour nous refaire en plus beau cette histoire d'amour fou matinée de Bataille et traversée de stridences surréalistes. Il l'a fait, avec des moyens plus importants, et c'est absolument irrécusable parce que trop beau pour être vrai, ou

trop fou pour être seulement réductible au beau.

Animé par des comédiens étonnants (Serrault bien sûr, toujours aussi génial, mais surtout Adjani, jamais meilleure qu'ici, et Stéphane Audran, dans une composition prodigieuse de noirceur...), c'est même dialogué avec un étincelant brio par un nommé Audiard dont je supporte assez mal d'ordinaire les dialogues et qui m'a fait jubiler de plaisir à chaque répartie.

Bref, c'est un chef-d'œuvre, et si vous n'aviez qu'un film à voir ce trimestre...

Michel Laszlo

LES SACRIFIES de O. Touita



Ce n'est pas un film sur la guerre d'Algérie, tout juste un film sur la vie quotidienne et politique de l'immigration algérienne doublement « travaillée » par le FLN et le MNA. Plutôt une réflexion sur l'engagement politique, cette spirale qui va de la sympathie à peine active à l'exécution des traîtres. Rien de spectaculaire (attentats, tortures, représailles, juste ce qu'il faut pour « plomber » l'itinéraire des personnages dans la réalité), mais l'ajustement de tout cela à hauteur d'un homme, à hauteur de ce qui ne résiste pas toujours à l'emprise de la violence, serait-elle légitime. De ce qui se fêle et se casse dans la nuit du non-sens et s'écarte des aubes chantantes, l'aube des lendemains comme on sait. Le film de Goupil sur Recanati nous rappelle qu'il n'y a rien d'exotique dans ce constat, que tout n'est pas toujours lumineux ou transparent dans le combat politique et que l'on peut s'y perdre aussi bien que dans un désert.

P.G.

BEYROUTH, LA RENCONTRE de B. Alaouié

C'est un peu un lieu commun pour nous, « Occidentaux », de penser que le temps et la parole ont dans la culture arabo-musulmane un statut particulier. Statut qui dévoilerait une relation au monde médiatisée par la poésie, la mémoire et les matrices de l'imaginaire. Tout cela, Alaouié nous le confirme d'une certaine manière. Pourtant, Beyrouth et la fin des années soixante-dix, on ne peut guère trouver plus concret, plus brutal. La parole, le centre du film, voudrait jouer son rôle d'effacement de la réalité, être le pont jeté entre le temps et le désir, l'arc-boutant de cette mémoire, quitte à s'emmêler quelque peu. Parler, ce n'est pas gommer la guerre, la frontière, la fuite, mais essayer de les recoller comme de tout petits effets de réel au lieu qu'elles ne vous collent, elles, au mur nu du silence et de l'absence.

Piotr Gourmandisch

REPRISES

Plus de films que de place. *La Solitude du coureur de fond*, de Tony Richardson, la nouvelle vague anglaise (elle a vingt ans elle aussi) et toute sa force mise au service de la salubrité publique et de la dislocation de la bonne conscience cinématographique de l'Angleterre des années 1950-60. Grand retour de Nicholas Ray (et d'Humphrey Bogart)



● **Vendredi 23 h 05 (A2), la Garconnière**, de Billy Wilder, avec Jack Lemmon et Shirley MacLaine, complètera utilement l'hommage

récemment consacré au « pape » de la comédie acide et corrosive. Cette critique douce-amère de l'american way of life est certainement le film de Wilder qui ressem-

ble le plus aux grandes comédies italiennes de Risi ou Scola.

● **Dimanche 20 h 35 (TF1), Une place au soleil**, de G. Stevens, avec Montgomery Clift et Elizabeth Taylor, d'après le chef-d'œuvre de Theodore Dreiser, *An American Tragedy*. Comme souvent, il ne reste presque plus rien ici de la foisonnante richesse du livre. A voir pourtant pour le fabuleux couple Clift-Taylor.

● **Mardi 20 h 40 (A2), la Guerre des polices**. Pour son premier film,

Robin Davies avait bénéficié d'un très bon scénario qui respirait l'air du temps. Que l'on se souvienne des rivalités sanglantes entre l'OCBR et l'antigangs pour découvrir que la bande à Claude Rich a bien raison d'en vouloir à celle de Claude Brasseur.

● **Judi 20 h 30 (FR3), les Petites Fugues**, d'Yves Yersin, avec Michel Robin. L'une des révélations du Festival de Cannes 1978, ce film de l'ethnologue suisse Yves Yersin est un chef-d'œuvre de poésie, de

tendresse et d'humour. Quand un vieux travailleur agricole arrive à l'âge de la retraite et dispose soudain d'un salaire et de temps pour vivre, tout, décidément, peut vraiment lui arriver.

● **Vendredi 23 h 05 (A2), la Diabesse en collant rose**, seul western jamais tourné par G. Cukor (avec Sophia Loren et Anthony Quinn), c'est une curiosité aussi piquante et savoureuse que le titre pourrait se laisser entendre.

Michel Laszlo

De l'«option zéro» au «plan intérimaire»

Reagan poursuit ses objectifs guerriers

DEPUIS son entrée en fonctions, l'actuelle administration américaine s'est donné un objectif : « restaurer la puissance militaire » des Etats-Unis pour permettre au principal impérialisme de reconquérir une hégémonie passablement ébranlée. Mais il se heurte à des fortes résistances. En Europe, l'année qui s'ouvre sera marquée par de gigantesques mobilisations contre le réarmement atlantique (voir ci-dessous). Aux Etats-Unis mêmes, Ronald Reagan se heurte au Mouvement pour le gel nucléaire (Freeze Movement) qui rassemble des millions de citoyens.

Le Freeze Movement est si puissant que, dans la perspective de la prochaine élection présidentielle, l'opposition démocrate doit reprendre à son compte une partie de ses objectifs. Ainsi, la Maison-Blanche vient-elle d'enregistrer un retentissant échec, en ne parvenant pas à faire adopter par la Chambre des représentants les 10 % d'augmentation qu'elle demandait pour le budget militaire. Parallèlement, l'Eglise catholique est entrée dans une opposition ouverte aux orientations du Pentagone. Les évêques viennent de publier un projet de lettre pastorale condamnant la politique nucléaire de leur pays. Ce document doit être discuté par une assemblée extraordinaire de l'épiscopat, qui se tiendra en mai prochain.

Le chef de l'exécutif doit donc de toute urgence relancer son effort de propagande et tenter d'améliorer son image de marque auprès des opinions publiques européenne et américaine. « Nous n'avons pas été à la hauteur de nos adversaires en matière de propagande », indiquait-il le 31 mars. « Nous avons quelque chose à vendre et nous avons intérêt à le vendre maintenant. »

Une telle contre-offensive est d'autant plus urgente que Reagan entend bien, dans les prochains mois, relancer ses préparatifs guerriers. C'est ce qui ressort très clairement du récent discours télévisé dans lequel il a annoncé « un effort qui promet de changer le cours de l'histoire ». Cet « effort » consiste dans la mise en œuvre d'un plan de défense antimissiles qui reposerait sur l'emploi de faisceaux à particules et de rayons laser.

Ce projet signifie une accélération considérable de la course aux armements. Pour qu'il ait une chance de voir le jour, il faudra, en effet, doubler les crédits militaires d'ici la fin du siècle. En outre, sa réalisation entraînerait la fin de « l'équilibre de la terreur » entre les deux blocs internationaux, puisque les Etats-Unis disposeraient d'une invulnérabilité facilitant toutes les aventures atomiques. Pour faire passer la pilule, Reagan doit donc occuper la scène diplomatique et prendre l'initiative de propositions en direction de l'URSS, notamment dans le domaine qui préoccupe le plus les Européens, les missiles à moyenne portée (1 000 à 4 500 kilomètres).

Triple supercherie

Tel est l'objectif principal de la proposition de « plan intérimaire » formulée le 30 mars : « Nous sommes prêts à négocier un accord intérimaire aux termes duquel les Etats-Unis réduiraient substantiellement leur déploiement prévu de Pershing 2 et de missiles de croisière lancés de terre pourvu que l'Union soviétique réduise le nombre des ogives sur les missiles INF à plus longue portée (1) à un niveau égal sur une base globale. »

A y regarder de plus près, ce nouveau plan ne diffère en rien de l'« option zéro » avancée par les USA en novembre 1982. Il aboutit à laisser intact l'essentiel du potentiel nucléaire américain, voire à permettre son renforcement, tandis que les Soviétiques réduiraient le leur. La supercherie apparaît à trois niveaux.

Les missiles nucléaires français et britanniques demeureraient en dehors des bases de la négociation proposée. La logistique de Londres est pourtant étroitement dépendante de celle de l'OTAN. Quant à la prétendue indépendance de la force de frappe de notre pays, l'escroquerie saute aux yeux dès lors qu'on se souvient des termes de l'engagement souscrit par de Gaulle vis-à-vis de l'Alliance atlantique en 1966, au lendemain du retrait français de l'organisation intégrée : « Il y aura lieu (...) de déterminer les conditions dans lesquelles les forces françaises, notamment en Allemagne, participeraient en temps de guerre, si l'article V du Traité de Washington était appelé à jouer, à des actions militaires communes, tant en ce qui concerne le commandement qu'en ce qui concerne les opérations proprement dites. »

Pour effectuer son calcul, Reagan se base sur le nombre d'ogives nucléaires de part et d'autre. Or, les Pershing et les Cruise ne disposent que d'une tête nucléaire alors que les SS-20 soviétiques sont vecteurs de trois ogives. La proposition américaine d'aboutir à une parité sur ce plan implique donc un nombre moindre de missiles à l'Est qu'à l'Ouest. De surcroît, une telle proposition permet de faire oublier qu'en terme de lanceurs, les USA disposent d'un incontestable avantage puisque chacun des leurs est équipé de quatre missiles Cruise.

Enfin, la proposition américaine esquive le problème de l'ensemble des armes nucléaires à moyenne portée pour ne s'attacher qu'à celles « lancées de terre ». Cela touche plus directement l'Union soviétique dont le potentiel, en ce qui concerne cette catégorie, est constitué pour moitié de fusées terrestres, alors que huit sur dix des



armes nucléaires de l'OTAN ont pour vecteurs des avions.

De fraude en supercherie, Reagan ne convaincra pas les peuples du monde du caractère pacifique de ses intentions. Au contraire, tous ses actes montrent que c'est bel et bien l'impérialisme qui est aujourd'hui à l'origine de la folle escalade qui menace le monde d'un holocauste nucléaire. Rien ne sortira, dans ces conditions, des tractations qui se poursuivent à Genève autour d'un tapis vert. Pour mettre en échec les plans bellicistes de Reagan et de ses alliés, il ne faut dès lors compter que sur l'intervention populaire. La base de cette mobilisation est claire : pas de nouveaux missiles US en Europe ; désarmement unilatéral de toutes les puissances occidentales, y compris la France et la Grande-Bretagne ; retrait de l'OTAN de tous les pays européens ; pour une Europe dénucléarisée, de la Pologne au Portugal. 1983 doit être l'année du combat contre la guerre impérialiste.

Christian Picquet

1. INF : International Nuclear Forces.



Marche des pacifistes anglais le 2 mars 1983 à Greenham Common

L'Europe contre les plans impérialistes

PAQUES 1983 constituera pour Ronald Reagan la marque d'un nouvel échec. Alors qu'il avait tenté, en proposant le « plan intérimaire », d'endiguer la montée du mouvement antiguerre en Europe occidentale, celui-ci vient de resurgir, avec plus de force que jamais, en RFA, en Grande-Bretagne et, de façon plus limitée, en Suisse et aux Pays-Bas. Nul ne s'est en effet trompé sur le sens des nouvelles propositions américaines. La résolution adoptée, le 3 avril, par les 60 000 participants d'un rassemblement à Francfort en témoigne : « 1983 ne doit pas être l'année d'un nouveau déploiement de fusées nucléaires en RFA. Nous nous opposons à toute "solution intérimaire" prévoyant l'accroissement des armements existants. Nous exigeons de notre gouvernement un "non" sans ambiguïté à tout surarmement. »

750 000 en RFA

Le 10 octobre 1981, l'Allemagne fédérale donna le coup d'envoi des mobilisations pour la paix qui, depuis lors, n'ont cessé de déferler sur le vieux continent. Ce jour-là, 300 000 personnes se rassemblaient à Bonn. Dans ce pays ravagé par la Deuxième Guerre mondiale, la décision de l'OTAN d'installer 108 Pershing 2 — qui sont des armes de « première frappe nucléaire » — est en effet ressentie comme une menace et une provocation. Ce qui explique que l'exigence du désarmement n'ait cessé de gagner du terrain dans l'opinion.

Même la très réactionnaire Eglise catholique a dû se joindre aux Eglises protestantes et adopter une attitude ouverte vis-à-vis du mouvement. Lors de son 87^e Congrès à Düsseldorf en septembre 1982, le cardinal Hoeffner défendit « le droit et le devoir des peuples de défendre leur liberté par les moyens appropriés contre les idéologies guerrières ».

Depuis les années soixante et les grandes luttes contre le réarmement de la Bundeswehr, les « marches de Pâques » pour la paix sont, outre-Rhin, une tradition aussi ancrée que le 1^{er} Mai. Depuis deux ans, elles connaissent un regain d'affluence.

Ces initiatives bénéficiaient cette année de conditions favorisant une forte participation populaire. D'abord, le retour des sociaux-démocrates dans l'opposition a levé les réticences de nombreux secteurs du mouvement ouvrier à s'engager dans le combat contre les euromissiles. Ainsi, pour la première fois, la direction de la confédération des syndicats (la puissante DGB) s'est trouvée contrainte de participer aux marches. Ensuite, l'entrée au Parlement des Verts — qui préconisent la « démilitarisation de l'Allemagne, même si elle doit être unilatérale » — a servi d'aiguillon à la mobilisation.

Ils furent donc 750 000 à se retrouver durant trois jours, à l'appel de plusieurs dizaines d'organisations, dans dix-huit rassemblements régionaux, les plus importants se dérou-

lant à Hambourg, Francfort, Berlin, Cologne, Dortmund et Nuremberg, devant des bases américaines ou des casernes de la Bundeswehr. A l'évidence, ce succès constituera un tremplin pour les trois grandes manifestations qui doivent marquer le mois d'octobre, date à laquelle commencera l'installation des engins de l'OTAN aux portes de l'Europe orientale.

La chaîne humaine britannique

En Grande-Bretagne, l'implantation de 160 missiles Cruise a donné un nouveau souffle au vieux CND (Campaign for Nuclear Disarmament), qui compte maintenant près de 300 000 adhérents. Celui-ci, à l'instar du Labour Party et des syndicats, se prononce pour un désarmement unilatéral du pays. Depuis le début de l'année, les femmes du CND ont relancé l'action contre les menaces de guerre en bloquant en permanence la base de Greenham Common (à 100 kilomètres à l'ouest de Londres), qui doit accueillir 96 missiles Cruise. Leur devise : « Pendant des années, les femmes ont regardé les hommes partir à la guerre. Maintenant, elles quittent leur foyer pour la paix. »

L'agitation persistante autour du futur site nucléaire n'a pas été pour rien dans le succès des manifestations décentralisées du week-end pascal. L'initiative la plus spectaculaire fut incontestablement, le 1^{er}

avril, l'organisation par des dizaines de milliers de personnes d'une chaîne humaine qui relia Greenham Common aux bases d'Almerston et de Brughfield (dans lesquelles doivent être installés les missiles américains Trident, qui équiperont prochainement l'armée britannique). Dans ce pays où la politique de Thatcher a mis trois millions d'hommes et de femmes au chômage, un slogan dominait tous les autres : « Des emplois, pas des bombes. »

Conscients de la menace, les conservateurs au pouvoir tentent d'organiser un contre-feu. Ils multiplient les associations qui, sous une dénomination pacifiste, mènent campagne en faveur des nouvelles armes de théâtre US. Une Coalition pour la paix par la sécurité vient par exemple de se constituer, pour dénoncer « la domination communiste du CND ». Gageons pourtant que ces petites manœuvres n'empêcheront pas le mouvement pour la paix d'atteindre son prochain objectif : rassembler 200 000 personnes à Londres en octobre.

Dans toute l'Europe, les peuples déclarent la guerre aux plans impérialistes. On comprend l'inquiétude qui s'empare des cercles atlantiques. Le 5 avril, l'International Herald Tribune s'en faisait l'écho en écrivant : « L'administration Reagan se concentre sur la stratégie à adopter, pour contrecarrer, en liaison avec les gouvernements alliés, les tendances anti-américaines qu'elle sent monter chez les jeunes Européens. »

C. P.